

**Entrelec**AGENCE DE DOUALA  
QUARTIER BALI

**informe son aimable clientèle  
qu'à la suite de l'incendie de ses  
magasins et dépôts en mai 1983,  
son activité de vente est de nou-  
veau normale.**

# CAMEROON TRIBUNE

GRAND QUOTIDIEN NATIONAL D'INFORMATION

10<sup>e</sup> année

N° 2895 — DIMANCHE 5 ET LUNDI 6 FEVRIER 1984

100 F

## LE PREMIER GOUVERNEMENT DU RENOUVEAU

- Il a été formé samedi par le président Paul Biya
- D'importantes innovations dans la structure gouvernementale

Les Camerounais ont retenu leur souffle samedi dernier. Attendu depuis plusieurs jours, précisément depuis la prestation de serment du Président Paul Biya le 21 janvier dernier, le gouvernement du Renouveau a été finalement formé. Le même jour, le Chef de l'Etat a signé plusieurs textes importants dont le premier promulgue la loi portant modification de la constitution. Le second nomme le Président du Conseil économique et social, le troisième organise le gouvernement, tandis que le quatrième décret qui constitue l'événement, nomme les membres du gouvernement. Les autres textes portent nomination des membres du secrétariat général et du cabinet civil de la Présidence de la République, du Grand chancelier des ordres nationaux et d'un conseiller spécial à la Présidence de la République.

Le nouveau gouvernement formé samedi comporte des innovations d'importance. Au niveau de la Présidence de la République, on observe la création d'un poste de troisième secrétaire général adjoint et d'un secrétariat particulier du Président de la République qui doit s'occuper de la correspondance privée du Chef de l'Etat. Par ailleurs, on notera le transfert au ministère de l'Information et de la Culture des Archives nationales, et de l'Informatique et des Marchés au nouveau département ministériel créé à cet effet.

Au niveau des ministères dont le nombre passe de 21 à 23, on remarque la disparition du poste de Premier ministre suite à la récente réforme constitutionnelle, ainsi que la suppression du ministère du Plan et de l'Industrie et du ministère du Commerce et leur remplacement par deux départements nouveaux : Plan et Aménagement du Territoire d'un côté, Commerce et Industrie de l'autre.

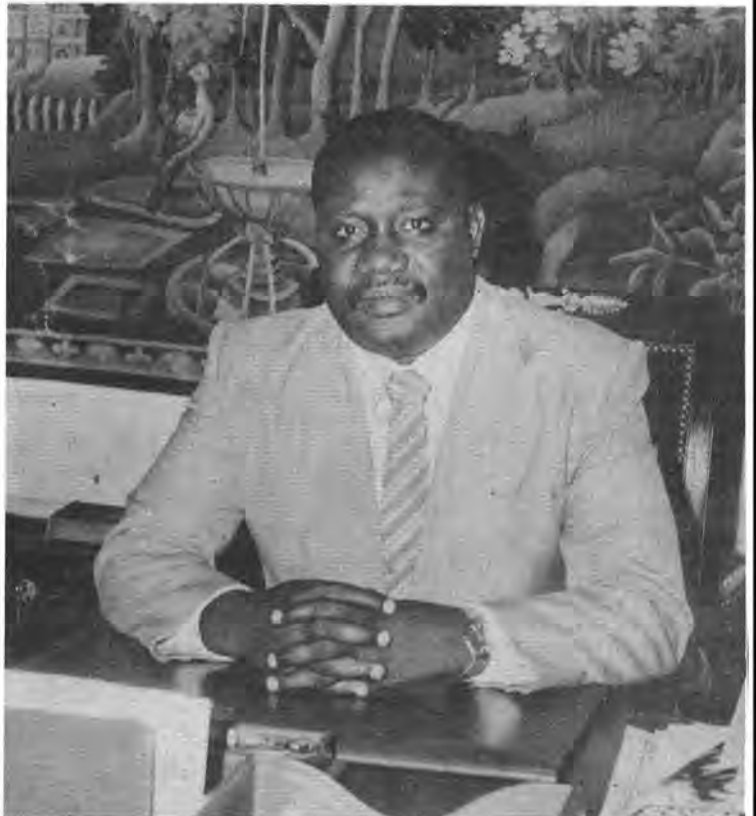
La Délégation générale à la Recherche scientifique et technique disparaît, tandis que trois nouveaux ministères sont créés : Enseignement supérieur et Recherche scientifique, Condition féminine, enfin Informatique et Marchés publics.

Parmi les autres innovations, signalons l'éclatement du ministère de l'Education nationale en deux départements dont l'un s'occupera uniquement des enseignements maternel, primaire, secondaire et technique et l'autre, de l'enseignement supérieur et de la recherche scientifique.

La création d'un ministère de la Condition féminine traduit la volonté du Chef de l'Etat d'assurer la promotion de la femme camerounaise qui apporte une contribution très appréciée à la vie politique, économique, sociale et culturelle de notre pays.

De manière générale, on note un renforcement du nombre de femmes au gouvernement, qui passe de trois à cinq.

(PP. 2, 3, 4, 5 et 6)



### NOS PHOTOS :

Le nouveau Président  
du Conseil économique  
et social  
et les deux  
nouvelles femmes  
du gouvernement.





## FORMATION DU GOUVERNEMENT DU RENOUVEAU

- Le président de la République, Son Excellence Paul Biya, a signé et publié samedi dernier de nombreux actes importants :
- le premier promulgue la loi portant modification de la constitution ;
  - le second nomme le président du Conseil économique et social ;
  - le troisième organise le gouvernement ;
  - le quatrième nomme les membres du gouvernement ;
  - le cinquième et le sixième, les membres du secrétariat général et du cabinet civil de la présidence de la République ;

- le septième nomme le Grand chancelier des ordres nationaux ;
  - le huitième nomme un conseiller spécial à la présidence de la République.
- Aux termes de la loi promulguée, les articles 1<sup>er</sup>, 5, 7, 8, 26 et 34 de la constitution sont modifiés.

Cette modification consacre :

- le changement de l'expression « République Unie du Cameroun » qui devient à compter de ce jour « République du Cameroun » ;

## UN GOUVERNEMENT D'ACTION

Aux termes du décret portant organisation du gouvernement, la structure générale de celui-ci est la suivante :

- La présidence de la République,
- Les départements ministériels.

La présidence de la République dont l'organisation est définie par un texte particulier comprend :

- le secrétariat général, placé sous l'autorité d'un secrétaire général assisté de trois adjoints ;
- le cabinet civil placé sous l'autorité d'un directeur de cabinet civil assisté d'un adjoint ;
- l'Etat-major particulier du président de la République ;
- les ministres chargés de Mission ;
- les services chargés des Relations avec les assemblées, placés sous l'autorité d'un ministre délégué ;
- les services de l'Inspection générale de l'Etat et de la Réforme administrative, placés sous l'autorité d'un ministre délégué ;
- les conseillers spéciaux ;
- les ambassadeurs itinérants ;
- le secrétariat particulier du président de la République.

En dehors de ceux cités ci-dessus, les départements ministériels sont par ordre alphabétique :

- le ministère de l'Administration territoriale
- le ministère des Affaires étrangères
- le ministère des Affaires sociales
- le ministère de l'Agriculture

- le ministère du Commerce et de l'Industrie
- le ministère de la Condition féminine
- le ministère de l'Education nationale
- le ministère de l'Elevage, des Pêches et des Industries animales
- le ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique
- le ministère de l'Equipe-ment
- le ministère des Finances
- le ministère de la Fonction publique
- le ministère des Forces armées
- le ministère de l'Information et de la Culture
- le ministère de l'Informatique et des Marchés publics
- le ministère de la Jeunesse et des Sports
- le ministère de la Justice
- le ministère des Mines et de l'Energie
- le ministère du Plan et de l'Aménagement du territoire
- le ministère des Postes et Télécommunications
- le ministère de la Santé publique
- le ministère des Transports
- le ministère du Travail et de la Prévoyance sociale
- le ministère de l'Urbanisme et de l'Habitat.

Un ministre Délégué assiste le ministre des Affaires étrangères.

- les vice-ministres assistent les ministres dans les départements ci-après :
- le ministère de l'Administration territoriale
- le ministère de l'Agriculture
- le ministère du

Commerce et de l'Industrie

- le ministère de l'Education nationale
- le ministère des Finances
- le ministère du Plan et de l'Aménagement du territoire
- le ministère de la Santé publique.

La nouvelle structure gouvernementale comporte par rapport à l'ancienne quelques innovations :

## D'ABORD AU NIVEAU DE LA PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE

- la création d'un poste de 3<sup>e</sup> secrétaire général adjoint de la présidence de la République ;
- la création du secrétariat particulier du président de la République qui doit s'occuper de la correspondance privée du chef de l'Etat ;
- le transfert de la Direction des archives nationales au ministère de l'Information et de la Culture ;
- le transfert au nouveau département ministériel créé à cet effet, de l'Informatique et des Marchés publics.

## ENSUITE AU NIVEAU DES MINISTRES

- la suppression du ministère du Plan et de l'Industrie et du ministère du Commerce et leur remplacement par deux ministères nouveaux :
  - Plan et Aménagement du territoire,
  - Commerce et Industrie.
- la suppression de la Délé-gation générale à la Recherche scientifique et technique ;
- la création de trois ministères nouveaux :
  - Enseignement supérieur et Recherche scientifique,
  - Condition féminine,
  - Informatique et Marchés publics.

Les autres innovations concernent la création d'un vice-ministre au ministère de la Santé publique, le rattachement au ministère de l'Agriculture de l'Office national de Participation au développement.

Au regard des changements intervenus dans l'appareil gouvernemental, trois faits méritent d'être soulignés :

- la répartition des tâches dans le nouveau gouvernement est sensiblement la même que dans l'ancien ;
- le nombre de ministères passe de 21 à 23 ;
- la structure de la présidence de la République est allégée par le rattachement aux ministères techniques, des Archives nationales, de l'Informatique et des Marchés publics.

Le souci d'efficacité de l'action gouvernementale apparaît néanmoins en filigrane dans l'agencement des compétences ministérielles. Plus que toute autre, deux mesures reflètent ce souci d'efficacité :

D'une part, l'éclatement du ministère de l'Education nationale en deux départements dont l'un s'occupera uniquement des enseignements maternel, primaire, secondaire et technique et l'autre, de l'enseignement supérieur et de la recherche scientifique ;

D'autre part, le détachement de la présidence de la République, pour constituer un ministère à part, de l'Informatique et des Marchés publics. Il convient de relever que du point de vue purement organisationnel, l'Informatique et les Marchés publics, deux structures de gestion, ne pouvaient être maintenues plus longtemps à côté de la structure de contrôle de haut niveau qu'est le secrétariat général de la présidence de la République.

En ce qui concerne le Plan, le Commerce et l'Industrie, leur regroupement en deux ministères autrement composés (d'un côté, le Plan et l'Aménagement du territoire, de l'autre côté, le Commerce et l'Industrie), loin de constituer un agencement sans signification particulière est, au contraire, un élément de redynamisation de ces trois secteurs-clés de l'économie nationale.

La séparation des départements chargés des problèmes de production industrielle, des prix, du commerce intérieur et extérieur a fait naître jusqu'ici une

dichotomie entre administrations responsables, rendant souvent difficile la synchronisation de leurs interventions.

Toujours dans le cadre de réajustement des structures du gouvernement, la statistique, jusqu'ici rattachée au ministère du Commerce, réintègre le Plan dont elle est l'un des outils essentiels de travail. De même, l'Aménagement du territoire qui, dépendant jusqu'ici du ministère de l'Urbanisme et de l'Habitat, réintègre le Plan en tant que volet d'une planification physique et spatiale à moyen et à long termes.

L'Office national de participation qui relevait, lui, des services du Premier ministre avant leur suppression, passe au ministère de l'Agriculture afin de permettre au dit département, d'une part, de suivre de près la formation de jeunes assujettis, d'autre part, d'assurer, à l'issue de cette formation, leur insertion dans les activités économiques du pays et notamment agro-pastorales.

Pour ce qui est du ministère nouveau de la Condition féminine, son avènement traduit la volonté du chef de l'Etat, d'assurer la promotion de la femme camerounaise dont la contribution fort appréciée aux activités politiques, économiques, sociales et culturelles du pays, est désormais un fait caractéristique de notre société.

Cette politique de promotion de la femme camerounaise, du reste, ne se manifeste pas uniquement par la création du ministère de la Condition féminine, mais aussi par la création d'un vice-ministre au ministère de la Santé publique, spécialement chargé de la protection maternelle et infantile.

Il ressort de cette analyse que la nouvelle structure a été conçue et se veut plus cohérente pour permettre au gouvernement d'affronter, dans les conditions relativement meilleures, les problèmes complexes du développement du Cameroun dans l'esprit du Renouveau national. Ce gouvernement du Renouveau est avant tout, un gouvernement d'action face à la crise économique qui secoue le monde.

**CAMEROON  
TRIBUNE**

\* Directeur de la publication : J. ZAMBOU ZOLEKO

Directeur adjoint : Henri BANDOLO

Rédacteur en chef : Amadou VAMOUKÉ

Rédacteur en chef adjoint : MVE MINTSA Claude René

Chef du service de la rédaction en langue française : Luc KOUAMO

Rédaction : SOPECAM, B.P. 1218, YAOUNDE.

Tél. 22.27.00, 23.36.93, 23.40.12

Publicité : Cameroon-Publi-Expansion, Yaoundé : Immeuble Les Galeries, B.P. 1399. Tél. 22.33.65, 23.39.21. Douala : Rue Joffre, B.P. 1137. Tél. 42.44.44.

Edition : Société de Presse et d'Editions du Cameroun (SOPECAM).

## FORMATION DU GOUVERNEMENT DU RENOUVEAU

- le gouvernement est composé désormais uniquement de ministres et vice-ministres ;
- la désignation du président de l'Assemblée nationale pour assurer l'intérim en cas de vacance de la présidence de la République pour cause de décès, de démission ou d'empêchement définitif dûment constaté par la Cour suprême.

Le président de la République par intérim, le président de l'Assemblée nationale ou son suppléant, ne peut modifier ni la constitution, ni la

composition du gouvernement. Il ne peut recourir au référendum et ne peut être candidat aux élections organisées pour la présidence de la République.

Le scrutin pour l'élection du nouveau président de la République doit impérativement avoir lieu vingt jours au moins et quarante jours au plus après l'ouverture de la vacance.

La rédaction des articles 1<sup>er</sup>, 5, 7, 8, 26 et 34 de la constitution a été en conséquence réadaptée.

## AUTRES NOMINATIONS IMPORTANTES

Le président de la République et président de l'UNC a pris le 4 février dernier d'importantes décisions et signé un certain nombre de décrets.

Aux termes de cette décision et de ces décrets :

## COMITE CENTRAL

M. Félix Sabal-Lecco est, pour compter de la date de signature de la présente décision, désigné membre du comité central et maintenu dans ses fonctions de secrétaire politique du comité central de l'Union nationale camerounaise.

## GRAND CHANCELIER

M. John Ngu Foncha est pour compter de la date de signature du présent décret, nommé Grand chancelier des ordres nationaux. Il perçoit la rémunération et bénéficie des avantages matériels de ministre d'Etat dont il a rang dans les cérémonies publiques.

SECRETARIAT GENERAL  
DE LA PRESIDENCE  
DE LA REPUBLIQUE

Secrétaire général de la présidence de la République, avec rang et prérogatives de ministre :

M. Abouem à Tchoyi David.

PETITES  
ANNONCES

## OFFRE DE SERVICE

Société étrangère recherche 1 chauffeur expérimenté. Permis B. 1 cuisinier de préférence avec P.C. + longue expérience. Tous bilingues (français - anglais). Ecrire BP 348 Yaoundé (1160)

## AUTOMOBILES

A vendre 404 bâchée - état neuf - 3 000 km - tél. : 22.47.28 CAM-PAGNE Briqueterie Yaoundé (1161)

1327) « Vends R16 TL

tél. 42-64-03 - 42-05-06 HB

OCCASION  
EXCEPTIONNELLE

Cause changement d'activité, vends

CATERPILLAR D 7 G, 3 ans,

Equipe forestier. très bon état.

S'adresser BP 1399 Ydé - Tél.

22-33-65 et 23-39-21 (1164).

## Secrétaires généraux-adjoints, avec rang et prérogatives de ministre :

M. Nkuété Jean,

M. Labarang Mohamadou,

M. Nsahlaï Christopher.

CONSEIL ECONOMIQUE  
ET SOCIAL

M. Ayang Luc est pour compter de la date de signature du présent décret nommé président du Conseil économique et social en remplacement de M. Sabal-Lecco Félix.

CONSEILLER SPECIAL  
A LA PRESIDENCE  
DE LA REPUBLIQUE

M. Esso Laurent est, pour compter de la date de signature du présent décret, nommé conseiller spécial à la présidence de la République.

## M. JOHN NGU

FONCHA,  
GRAND  
CHANCELIER  
DES  
ORDRES  
NATIONAUX

M. John Ngu Foncha, Grand chancelier des ordres nationaux. Il perçoit la rémunération et bénéficie des avantages matériels de ministre d'Etat dont il a rang dans les cérémonies publiques.



M. John Ngu Foncha, Grand chancelier des ordres nationaux.

## COMMUNIQUE MEDICAL

Tout le corps médical du Cameroun (médecins, pharmaciens, infirmiers, sages-femmes, etc...) est convié au

2<sup>e</sup> symposium international sur les MST

organisé par les Laboratoires PFIZER, qui aura lieu au Palais des congrès à Yaoundé le 06 février 1984 à 19 h précises et qui sera suivi d'un programme audio-visuel avec cocktail.



## CAMEROUN PUBLI-EXPANSION

RAPPELLE AUX ANNONCEURS QUE TOUS LES ORDRES D'INSERTIONS PUBLICITAIRES DANS



SONT REÇUS AU PLUS TARD 4 JOURS AVANT LA DATE DE PARUTION DANS SES BUREAUX SIS A :

YAOUNDE  
Imm. les Galeries  
B.P. 1399  
Tél. : 22.33.65

DOUALA  
Rue Joffre  
B.P. 1137  
Tél. : 42.44.44

Vendons fonds de commerce  
de Boulangerie-Pâtisserie.

Pour tous renseignements

tél. au 42-74-01 - heures de repas.

IMPORTANT LABORATOIRE PHARMACEUTIQUE  
recherche

POUR LA REGION DE DOUALA

UN DELEGUE MEDICAL

## — BAC D ou C

— 3 ou 4 années d'études scientifiques : biochimie, biologie, sciences naturelles, médecine, pharmacie, et /ou  
expérience professionnelle dans le secteur médical de plusieurs années.

— Permis de conduire automobile

Un stage de formation est prévu au mois d'avril en France.

Se présenter au Sawa Novotel le jeudi 9 février 1984 entre 8h et 9h auprès de Monsieur Battle



## FORMATION DU GOUVERNEMENT DU RENOUVEAU

LES MEMBRES  
DU GOUVERNEMENT

— MINISTRE D'ETAT CHARGE DES FORCES ARMEES : M. ANDZE TOUNGUI Gilbert  
— MINISTRE D'ETAT CHARGE DE LA JUSTICE, GARDE DES SCEAUX : M. NGONGANG OUANJJI André  
— MINISTRE D'ETAT CHARGE DU PLAN ET DE L'AMENAGEMENT DU TERRITOIRE : M. YOUSSEF DAOUA  
— MINISTRE DELEGUE A LA PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE CHARGE DES RELATIONS AVEC LES ASSEMBLEES : M. ZAMBO Joseph  
— MINISTRE CHARGE DE MISSIONS A LA PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE : M. ETEKI MBOUMOUA William  
— MINISTRE DE LA JEUNESSE ET DES SPORTS : M. MBOMBO NJOYA  
— MINISTRE DES AFFAIRES ETRANGERES : M. TONYE MBOG Félix  
— MINISTRE DELEGUE AUPRES DU MINISTRE DES AFFAIRES ETRANGERES : M. AMINOU OUMAROU  
— MINISTRE DE L'ADMINISTRATION TERRITORIALE : M. FOU-MAN AKAME Jean  
— MINISTRE DES FINANCES : M. NTSAMA Etienne  
— MINISTRE DE LA FONCTION PUBLIQUE : M. ZE NGUELE René  
— MINISTRES CHARGES DE MISSION A LA PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE : MM. NGANGO Georges, Doumba Joseph Charles  
— MINISTRE DE L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR ET DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE : M. BOL ALIMA Giberling  
— MINISTRE DE L'ELEVAGE, DES PECHEES ET DES INDUSTRIES ANIMALES : M. LIMANGANA TORI  
— MINISTRE DES AFFAIRES SOCIALES : Mme TSANGA Delphine  
— MINISTRE DES POSTES ET TELECOMMUNICATIONS : M. MBELLA MBAPPE Robert  
— MINISTRE DE L'URBANISME ET DE L'HABITAT : M. BABALE Abdoulaye  
— MINISTRE DES TRANSPORTS : M. NGOME KOME Albert  
— MINISTRE DE L'INFORMATION ET DE LA CULTURE : M. SENGAT KUO François  
— MINISTRE DE L'EQUIPEMENT : M. DAKAYI KAMGA Thomas  
— MINISTRE DE L'AGRICULTURE : M. SADOU HAYATOU  
— MINISTRE DE L'INFORMATIQUE ET DES MARCHES PUBLICS : M. KAMGUEU Daniel  
— MINISTRE DE L'EDUCATION NATIONALE : M. HELE Pierre  
— MINISTRE DELEGUE A L'INSPECTION GENERALE DE L'ETAT ET A LA REFORME ADMINISTRATIVE : M. CHONGWAIN AWUNTI Joseph  
— MINISTRE DE LA CONDITION FEMININE : Mme YAOU BOUBAKARY  
— MINISTRE DU COMMERCE ET DE L'INDUSTRIE : M. NOMO ONGOLO Edouard  
— MINISTRE DU TRAVAIL ET DE LA PREVOYANCE SOCIALE : M. DOUEU FOFÉ Joseph  
— MINISTRE DE LA SANTE PUBLIQUE : Professeur ANOMAH NGU Victor  
— MINISTRE DES MINES ET DE L'ENERGIE : M. KIMA  
— VICE-MINISTRE DE L'AGRICULTURE : M. NFOR GWEI Solomon  
— VICE-MINISTRE DE L'EDUCATION NATIONALE : Mme NJEU-MA Dorothy  
— VICE-MINISTRE DU PLAN ET DE L'AMENAGEMENT DU TERRITOIRE : Mme TANKEU Elisabeth  
— VICE-MINISTRE DU COMMERCE ET DE L'INDUSTRIE : M. NAMAYA Michael  
— VICE-MINISTRE DE LA SANTE PUBLIQUE : Mme BASSONG

QUITTENT  
LE  
GOUVERNEMENT

M. Ayang Luc



M. Songwe Bongwa



M. Egbé Tabi



Le Professeur Hubert Nkoulou

M. Joseph Charles  
DOUMBA

M. Joseph Charles Doumba, ministre chargé de Mission à la présidence de la République.

Administrateur civil principal. Né le 2 février 1936, originaire de Bertoua, département du Lom-et-Djerem.  
Diplômes universitaires : Licencié en droit et sciences économiques ;  
— Diplôme d'Etudes littéraires générales d'anglais de l'Université de Yaoundé ;  
— Diplôme de l'Ecole nationale d'Administration et de Magistrature de Yaoundé ;  
— Antécédents professionnels :  
— Secrétaire général du vice-Premier ministre chargé de l'intérieur ;  
— Secrétaire général de l'Assemblée nationale ;  
Activités dans le parti :  
— Directeur des études de l'Ecole des Cadres de l'Union nationale camerounaise ;  
— Le 7 juin 1974 est nommé ministre de l'Information et de la Culture ;  
— Le 30 juin 1975 est nommé ministre de la Justice ;  
— 1980 à 1982 il est ministre chargé de Mission à la Présidence de la République.  
Distinctions honorifiques :  
Entre autres décorations : Chevalier de l'Ordre de la Valeur.  
Situation de famille : marié et père de cinq enfants.

## Dr Joseph FOFÉ



Dr Joseph Fofé, ministre du Travail et de la Prévoyance sociale.

Né en décembre 1936 à Dschang dans le département de la Menoua. Originaire du département des Bamoulas.

Etudes primaires : 1942 à 1949 à Dschang où il obtient le certificat d'Etudes primaires élémentaires.

Etudes secondaires : 1949-50 jusqu'en 1956 au Lycée Ledier. Départ pour la France où il s'inscrit au Lycée Clémenceau de Nantes. Passe le Bac. Rentre ensuite en préparatoire de géométrie-expert, et passe le préliminaire de géométrie-expert. Rentre de nouveau à la faculté des Sciences de Rennes où il passe PCB (physico-chimie-biologie) avec mention assez bien. Rentre à la faculté de Médecine et Pharmacie de Nantes. Prépare chirurgie dentaire, et en sort en 1965 avec le diplôme d'Etat puis prépare le doctorat d'Etat qu'il soutient avec succès et obtient la mention très honorable (1974). Retour au pays, il est successivement chef de service dentaire à l'Hôpital départemental de Nkongsamba, chef de service dentaire à l'Hôpital central de Yaoundé (1968), chef de service de santé dentaire au ministère de la Santé (1975). Il est nommé conseiller médical en 1983.

Carière sportive : A été plusieurs fois président des différentes fédérations camerounaises de sport (judo et disciplines assimilées, haltérophilie, boxe). Membre du comité directeur de football et président de la commission de la coupe du Cameroun. Introduit pour la

## LES NOUVEAUX

première fois le tirage au sort de la coupe à la Radio.

Président depuis 1973 de l'ABU (African Boxing Union), devient membre du comité exécutif de la WBC (World Boxing Council). En 1981, il est élu vice-président de cette même assemblée mondiale, son audace a été renouvelée l'année dernière. Il est marié et père de 5 enfants.

Mme YAOU,  
NÉE AISSATOU  
AMADOU

Mme Yaou Boubakary, ministre de la Condition féminine.

Elle est née le 28 novembre 1951 à Tchoboa, dans le département de la Bénoué (province du Nord). Ses parents sont cultivateurs. Petite fille sage, elle fait ses études primaires à Tchoboa et à Garoua. Ses études secondaires se dérouleront dans un parcours sans faute, à Garoua et au Lycée Technique de Douala. Elle est inscrite à l'Université de Rouen, où elle obtient, en 1975, sa licence en sciences économiques. Aussitôt, c'est le retour au pays natal. Elle est recrutée à la SNI. Mais, dès 1976, elle doit se rendre aux Etats-Unis, où, pendant trois ans, elle va se remettre carrément à l'école. Efforts récompensés, puisqu'elle obtient, en 1979, le Master's Degree, option Finances-comptabilité.

Les études terminées, c'est le second retour au pays natal. Mme Yaou réintègre la SNI, cette fois comme cadre et elle est nommée, en avril 1981, adjoint au Directeur financier, poste qu'elle occupe jusqu'au 4 février 1984. Mme Yaou est mariée à un médecin ; elle est mère de trois enfants.

Pr Victor ANOMAH  
NGU

Le Pr Victor Anomah Ngu, ministre de la Santé publique.

Né le 1<sup>er</sup> février 1926 à Buéa, dans le département du Fako.

Etudes secondaires : St Joseph College de Sasse (1941-43) et Government College d'Ibadan de 1944-46.

Etudes supérieures : Higher College Yaba de Lagos et University College d'Ibadan (1947-50), University of London (1951-54). Médecine bachelor of Surgery, bachelor of Surgery.

A pratiqué comme médecin pendant deux ans en Grande-Bretagne, et travaillé pendant un

an à la CDC. Repart en 1958 à Londres pour faire une spécialisation en chirurgie. Obtient le diplôme de fellow of Royal College Surgeons of England and Edimburg en 1959. Rentre à l'Université d'Ibadan et occupe le poste de chirurgien (1960-1965).

Professeur et chef de département de chirurgie de l'Université d'Ibadan. Quitte le Nigeria en 1971 pour le Cameroun et est nommé professeur au CUSS. Est nommé en septembre 1974 vice-chancelier de l'Université de Yaoundé. Est nommé en juillet 1982 Délégué général à la Recherche scientifique et technique. Gagne en 1972 le prix : « The Albert Lasker Award for Cancer ». Il est l'auteur de plus d'une centaine de publications scientifiques.

Le Dr Anomah Ngu est membre de plusieurs sociétés savantes : président de l'Association des Universités africaines, président du Collège des chirurgiens de l'Afrique de l'Ouest. Marié et père de 4 enfants, il est chevalier de l'Ordre de la Valeur.

Madame  
BASSONG Isabelle

Mme Bassong Isabelle, vice-ministre de la Santé publique.

Née le 9 février 1937 à Ebolowa, dans le département du Ntem. Traductrice principale à l'Assemblée nationale, sous-directeur linguistique.

Etudes primaires :  
Poursuit ses études au gré des affectations de son père fonctionnaire tour à tour à Sangmelima, Garoua, Yaoundé (école de filles de Messa), Ebolowa, Bafoum.

Etudes secondaires :  
Passe en 1950 le concours d'entrée en 6<sup>e</sup> au Collège Moderne du jour des filles de New-Bell à Douala. Poursuit ses études à Cahors (Préfecture du Lot) à l'Ecole normale d'institutrices (1954). Passe le BAC, série sciences expérimentales en 1957 avec mention bien.

Etudes supérieures :  
Année pédagogique à l'Ecole normale d'Instituteurs le Bourget, y obtient le certificat de fin d'études normales avec mention assez bien. S'inscrit à la Sorbonne, y prépare une licence d'anglais avec mention, une licence d'enseignement en 1961. Elle fréquente ensuite l'école de traducteurs et d'interprètes de Paris (HEC).

Rentrée au Cameroun en 1961, elle a servi depuis lors à l'Assemblée nationale. C'est là qu'elle prépare et obtient un diplôme d'études supérieures d'anglais à l'Université de Yaoundé.

Activités politiques :  
Sur le plan de l'OFUNC, Mme Bassong a été secrétaire du Comité de base UNC de Yaoundé-ville. Secrétaire de la sous-section OFUNC de Yaoundé 1<sup>er</sup>. Secrétaire de la section départementale OFUNC du Mfoundi. Trésorière du Comité national de la jeunesse.

Elle a beaucoup travaillé dans le domaine de l'animation culturelle et des mouvements de jeunesse. A participé en 1970 au Congrès mondial de la Jeunesse à New-York.

Mariée à Benoît Bassong, ingénieur du Génie civil au ministère de l'Urbanisme et de l'Habitat. Mère de 4 enfants.

## FORMATION DU GOUVERNEMENT DU RENOUVEAU

## CONSERVENT LEUR PORTEFEUILLE



M. Gilbert Andze Tsoungui, ministre d'Etat chargé des Forces Armées



M. André Ngongang Ouandji, ministre d'Etat chargé de la Justice, Garde des Sceaux



M. Eteki Mboumoua, ministre chargé de Mission à la Présidence de la République



M. Ibrahim Mbombo Njoya, ministre de la Jeunesse et des Sports



M. Tonye Mbog Félix, ministre des Affaires étrangères



M. Aminou Oumarou, ministre délégué auprès du ministre des Affaires étrangères



M. Jean Founan Akame, ministre de l'Administration du Territoire



M. Etienne Nsama, ministre des Finances



Le Pr Ngango Georges, ministre chargé de Mission à la Présidence de la République



Mme Tsanga Delphine, ministre des Affaires sociales



M. Robert Mbella Mbappe, ministre des Postes et Télécommunications



M. Abdoulaye Babale, ministre de l'Urbanisme et de l'Habitat



M. Ngome Kome Albert, ministre des Transports



M. François Sengat Kuo, ministre de l'Information et de la Culture



M. Dakayi Kanga, ministre de l'Équipement



M. Sadou Hayatou, ministre de l'Agriculture



M. Solomon Nfor Gwei, vice-ministre de l'Agriculture



Mme Dorothy Njeuma, vice-ministre de l'Éducation nationale



Mme Tankeu Elisabeth, vice-ministre du Plan et de l'Aménagement du Territoire



M. Namaya Michael, vice-ministre du Commerce et de l'Industrie

## CHANGENT DE PORTEFEUILLE



M. Youssoufa Daouda, ministre d'Etat chargé du Plan et de l'Aménagement du territoire.



M. Zambo Joseph, ministre délégué à la présidence de la République chargé des relations avec les assemblées.



M. René Ze Nguélé, ministre de la Fonction publique.



M. Bol Alima Gibering, ministre de l'Enseignement supérieur et de la recherche scientifique.



M. Limangana Tori, ministre de l'Élevage, des Pêches et des Industries animales.



M. Daniel Kamguen, ministre de l'Informatique et des Marchés publics.



M. Joseph Chongwain Awunti, ministre délégué à l'inspection générale de l'Etat et à la réforme administrative.

M. Hélè Pierre, ministre de l'Éducation nationale.



## SECRETARIAT GENERAL



M. Abouem à Tchovi, secrétaire général de la présidence de la République. (Voir biographie P. 15)



M. Christopher Nsahlai, secrétaire général adjoint à la présidence de la République. (Voir biographie P. 15)



M. Nkuété Jean, secrétaire général adjoint à la présidence de la République.



M. Labarung Mohnandou, secrétaire général adjoint à la présidence de la République.



## CABINET CIVIL

Le directeur du cabinet civil de la Présidence de la République.

M. Philippe Malaga précédemment directeur-adjoint du cabinet civil de la Présidence de la République, est pour compter de la date de signature du présent décret, nommé directeur du cabinet civil avec rang et prérogatives de ministre.



# FORMATION DU GOUVERNEMENT DU RENOUVEAU

## ORGANISATION DE LA PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE

### Le Président de la République, Vu la constitution ; DECRETE :

**Article premier :** La Présidence de la République comprend :

- le secrétariat général ;
- le cabinet civil ;
- l'Etat-major particulier du Président de la République ;
- le ministre délégué à la Présidence chargé des Relations avec les Assemblées ;
- le ministre délégué à l'Inspection générale de l'Etat et à la Réforme administrative ;
- les ministres chargés de Mission ;
- les conseillers spéciaux ;
- les ambassadeurs itinérants ;
- le secrétariat particulier du Président de la République ;
- les services rattachés.

### CHAPITRE I LE SECRETARIAT GENERAL

**Art. 2 :** (1) Le secrétariat général est chargé d'instruire toutes les affaires soumises à la sanction du Chef de l'Etat ainsi que les dossiers que lui confie le Président de la République.

(2) Il suit l'exécution des décisions prises par le Chef de l'Etat.

**Art. 3 :** (1) Le secrétariat général est placé sous l'autorité d'un secrétaire général ayant rang et prérogatives de ministre d'Etat.

(2) Il est assisté de trois secrétaires généraux adjoints ayant rang et prérogatives de ministre ou de vice-ministre.

**Art. 4 :** Le secrétariat général comprend :

- les conseillers techniques,
- les chargés de mission,
- les attachés,
- les services internes,
- les services rattachés.

**Art. 5 :** Le secrétaire général assure :

- la direction générale du secrétariat général ;
  - l'instruction des affaires soumises à la sanction du président de la République ;
  - la préparation et le secrétariat des conseils ministériels.
- Art. 6 :** Des attributions propres peuvent être déléguées par un texte particulier aux secrétaires généraux adjoints qui bénéficient à ce titre d'une délégation de signature.

**Art. 7 :** (1) Les conseillers techniques ainsi que les chargés de mission responsables d'une division sont directement rattachés au secrétaire général.

Le domaine de leur compétence propre peut être fixé par un texte particulier.

(2) Ils reçoivent à cet effet, une délégation de signature du secrétaire général.

(3) Les conseillers techniques sont éventuellement assistés de chargés de mission ou d'attachés.

(4) Les conseillers techniques, les chargés de mission et les attachés effectuent tous travaux qui leur sont confiés par :

- le président de la République,
- le secrétaire général,
- les secrétaires généraux-

adjoints.

**Art. 8 :** Les services internes du secrétariat général comprennent :

- le secrétariat particulier du secrétaire général ;
- les secrétariats particuliers des secrétaires généraux adjoints ;
- la direction des affaires réglementaires ;
- la direction des affaires générales ;
- la direction des services linguistiques ;
- le service d'ordre ;
- le bureau du chiffre et des ordres de mission.

**Art. 9 :** (1) Placée sous l'autorité d'un directeur, la direction des affaires réglementaires est chargée :

- du contrôle, de la mise en forme et de la publication des textes réglementaires ;
- des litiges d'ordre administratif dont est saisie la Présidence de la République ;
- du visa des actes réglementaires et des décisions individuelles émanant des services rattachés à la présidence de la République.

(2) Elle comprend :

- le service de la réglementation,
- le service des visas,
- le service du Journal officiel.

**Art. 10 :** Placé sous l'autorité d'un chef de service, éventuellement assisté d'un adjoint, le service de la réglementation comprend deux bureaux :

- le bureau de la réglementation,
- le bureau des archives législatives et réglementaires.

**Art. 11 :** Placé sous l'autorité d'un chef de service, éventuellement assisté d'un adjoint, le service du Journal officiel comprend deux bureaux :

- le bureau de traduction,
- le bureau de liaison.

**Art. 12 :** Placé sous l'autorité d'un chef de service, assisté de deux adjoints, le service des visas comprend deux bureaux :

- le bureau des actes réglementaires,
- le bureau du visa des décisions individuelles.

**Art. 13 :** Placée sous l'autorité d'un directeur, la direction des affaires générales est chargée des questions de personnel, de budget et de matériel.

Elle comprend :

- le service du personnel,
- le service du budget et du matériel,
- le service des liaisons radio.

**Art. 14 :** Placé sous l'autorité d'un chef de service, assisté d'un adjoint, le service du personnel comprend deux bureaux :

- le bureau du personnel fonctionnaire,
- le bureau du personnel décisionnaire et contractuel.

**Art. 15 :** Placé sous l'autorité d'un chef de service, le service du budget et du matériel comprend deux bureaux :

- le bureau du budget,
- le bureau du matériel.

**Art. 16 :** Le service des liaisons radio est dirigé par un chef de service.

**Art. 17 :** (1) Le service d'ordre est dirigé par un chef de service éventuellement assisté d'un adjoint.

(2) Il comprend quatre bureaux :

- le bureau du courrier-arrivée,
- le bureau du courrier-départ,
- le bureau du courrier confidentiel,
- le bureau du fichier et des archives.

**Art. 18 :** (1) Sont rattachés au secrétariat général de la Présidence de la République, les services suivants :

- la Délégation générale à la Sécurité nationale, en ce qui concerne son administration ;
- le secrétariat permanent à la défense nationale ;
- le Centre national de documentation ;
- la sécurité présidentielle ;
- le secrétariat du Conseil supérieur de la magistrature.

(2) L'organisation de ces services est fixée par des textes particuliers.

### CHAPITRE II DU CABINET CIVIL

**Art. 19 :** Le cabinet civil est chargé :

- des affaires réservées ;
- des audiences du Président de la République ;
- des travaux d'équipement de la Présidence de la République et des résidences présidentielles ;
- du protocole ;
- des voyages officiels.

**Art. 20 :** Le cabinet est placé sous l'autorité d'un directeur de cabinet ayant rang et prérogatives de ministre.

Le directeur du cabinet est éventuellement assisté d'un adjoint ayant rang et prérogatives de vice-ministre.

**Art. 21 :** Le cabinet civil de la Présidence de la République comprend :

- les conseillers techniques,
- les chargés de mission,
- les attachés,
- les services internes.

**Art. 22 :** Les conseillers techniques, les chargés de mission et les attachés effectuent tous travaux qui leur sont confiés par :

- le Président de la République,
- le directeur du cabinet civil ou son adjoint.

**Art. 23 :** Les services internes du cabinet civil comprennent :

- le secrétariat particulier du directeur du cabinet civil ;
- le secrétariat particulier du directeur-adjoint du cabinet civil ;
- l'intendance du Palais,
- le protocole ;
- le service de la communication,
- le bureau de la chancellerie.

**Art. 24 :** Les secrétariats particuliers et l'intendance du Palais sont régis par des textes particuliers.

**Art. 25 :** Le protocole est dirigé par un directeur du protocole assisté d'un adjoint ayant respectivement rang et prérogatives de directeur et de directeur-adjoint de l'administration centrale.

**Art. 26 :** (1) Le protocole est chargé :

- de l'accueil des hôtes du Chef de l'Etat ;
- de l'organisation des cérémonies officielles avec participation du Chef de l'Etat ;
- des invitations du Chef de l'Etat ;
- des voyages officiels.

(2) Il comprend trois services :

- le service d'accueil et des cérémonies,
- le service de invitations et des étiquettes,
- le service des voyages officiels.

**Art. 27 :** (1) Le service d'accueil et des cérémonies est placé sous l'autorité d'un chef de service assisté d'un adjoint. Il est chargé :

- de l'accueil des hôtes du Chef de l'Etat ;
- de la préparation des cérémonies de présentation des lettres de créances en rapport avec le ministère des Affaires étrangères.

(2) Il comprend deux bureaux :

- le bureau d'accueil,
- le bureau des cérémonies.

**Art. 28 :** Placé sous l'autorité d'un chef de service assisté d'un adjoint, le service des invitations et des étiquettes est chargé :

- des questions d'invitation ;
- de la tenue à jour de la liste de préséance des membres du gouvernement et des autres personnalités camerounaises.

**Art. 29 :** Placé sous l'autorité d'un chef de service assisté éventuellement d'un adjoint, le service des voyages officiels est chargé de la préparation des voyages du Chef de l'Etat.

**Art. 30 :** Le service de la communication est chargé :

- de la recherche et du traitement de l'information nationale et internationale ;
- de la présentation et explication des choix du Chef de l'Etat auprès de l'opinion publique nationale et internationale ;
- de l'abonnement aux journaux pour les services de la Présidence de la République.

### CHAPITRE III DE L'ETAT-MAJOR PARTICULIER DU PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE

**Art. 31 :** L'Etat-major particulier est chargé :

- de l'examen des affaires militaires qui lui sont confiées par le président de la République ;
- de l'étude des affaires militaires qui, aux termes des lois et règlements, relèvent de la Présidence de la République ;
- des liaisons aériennes présidentielles.

Il participe en outre à l'organisation des honneurs militaires à rendre au président de la République et aux Chefs d'Etats étrangers dans les différentes cérémonies.

**Art. 32 :** (1) L'Etat-major particulier comprend :

- le chef de l'Etat-major particulier,
- des officiers d'ordonnance,
- des officiers aides de camp,
- des officiers conseillers techniques,

— le service des affaires militaires,

— le service des liaisons-air.

(2) L'organisation interne de l'Etat-major particulier est fixée par décret.

### CHAPITRE IV DES MINISTRES DELEGUES A LA PRESIDENCE

**Art. 33 :** (1) Le ministre délégué à la Présidence chargé des relations avec les assemblées s'occupe :

- des relations avec les assemblées ;
- de toute autre mission à lui, confiée par le Président de la République.

(2) Ses services sont régis par des textes particuliers.

**Art. 34 :** (1) Le ministre délégué à l'Inspection générale de l'Etat et à la Réforme administrative est responsable du contrôle supérieur des services publics et de la mise en œuvre de la réforme administrative.

(2) Il effectue tous travaux ou missions que lui confie le Président de la République.

(3) Ses services sont régis par des textes particuliers.

### CHAPITRE V DES MINISTRES CHARGES DE MISSION

**Art. 35 :** Les ministres chargés de mission effectuent tous travaux ou missions à eux confiés, par le président de la République.

### CHAPITRE VI DES CONSEILLERS SPECIAUX ET DES AMBASSADEURS ITINERANTS

**Art. 36 :** (1) Les conseillers spéciaux et les ambassadeurs itinérants effectuent tous travaux ou missions qui leur sont confiés par le président de la République.

(2) Toutefois, les conseillers spéciaux peuvent être chargés, sous l'autorité du secrétaire général, de suivre ou d'animer des secteurs d'activité relevant du secrétariat général.

### CHAPITRE VII DU SECRETARIAT PARTICULIER DU PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE

**Art. 37 :** Le secrétariat particulier est chargé :

- de la correspondance privée du Président de la République ;
- de toutes autres tâches à lui, confiées par le Président de la République.

Le secrétaire particulier a rang d'attaché.

### CHAPITRE VIII DISPOSITIONS DIVERSES

**Art. 38 :** Des textes subséquents préciseront en tant que de besoin, les attributions et les modalités de fonctionnement des différents services de la Présidence de la République.

**Art. 39 :** Sont abrogées, toutes dispositions antérieures contraires ; notamment le décret N° 83/106 du 3 mars 1983 réorganisant la présidence de la République.

**Art. 40 :** Le présent décret sera enregistré puis publié au journal officiel en français et en anglais.

Maxim Saury, musicien de jazz français à C.T. :

## « NÉ DES RYTHMES AFRICAINS LE JAZZ EFFECTUE SON COME-BACK SUR LE CONTINENT NOIR »

Maxim Saury, musicien de jazz, clarinettiste, chef d'orchestre et compositeur est au Cameroun depuis quelques jours, avec son orchestre le Maxim Saury Jazz Music. L'auteur de la musique du film « Les tricheurs » et de centaines de morceaux de jazz, l'homme qui a côtoyé les plus grands maîtres dans cet art s'est produit récemment au Méridien. Ce globe-trotter, fort de sa longue expérience qui lui a valu deux disques d'or vient ici pour la plus grande joie des amateurs de jazz et de tous les mélomanes. Maxim Saury qui s'était déjà produit au Cameroun en 1963 nous parle de sa longue carrière.

**Cameroon-Tribune : Pouvez-vous nous parler de votre carrière. Pourquoi avez-vous choisi la clarinette ?**

**MAXIM SAURY :** Je suis issu d'une famille de musiciens qui jouaient de la musique classique européenne. En 1943, à quinze ans, j'ai pris des leçons de violon. J'ai découvert le jazz avec des musiciens tels que Django Reinhardt, Hubert Rosting, Alix Combelle, Aimé Borelli... J'ai appris la clarinette et joué le jazz en amateur avant d'y consacrer toute ma vie.

Les grands moments de ma carrière sont le « Caveau de la Huchette » pendant douze ans. Quatre ou cinq grands films dont le très célèbre « Les tricheurs ». J'ai aussi énormément voyagé à travers le monde. Je suis allé aux U.S.A. et les ai parcourus comme clarinettiste soliste. J'ai traversé toute l'Afrique francophone, Tahiti, et aussi l'Amérique du Sud.

S'agissant de la production, nous avons enregistré plus de quatre cents morceaux, cent émis-



Maxim Saury : « Le jazz-rock des jeunes est une escroquerie ».

sions de télévision avec Jean-Christophe Averty. J'ai assisté à toutes les grandes manifestations de jazz, au festival de Nice, à ceux de Juan-les-Pins, d'Antibes.

**C.T. : A partir de votre expérience comment jugez-vous l'audience du jazz en France ?**

**M.S. :** J'ai eu deux disques d'or, ce qui est une prouesse pour un musicien de jazz qui vit en France. Le disque de jazz en France ne se vend pas aussi bien que la musique populaire chantée. Nous n'avons pas le support publicitaire de la radio et surtout de la télévision.

**C.T. : Vous jouez du jazz à la mode Nouvelle-Orléans. Cette musique traditionnelle qui a aussi des bases religieuses n'est-elle pas concurrencée par le jazz-rock des jeunes ?**

**M.S. :** Le label jazz a été déformé depuis. On lui a ajouté d'autres mots ou adjectifs pour définir une musique totalement différente tels que jazz-rock, hard rock etc... Ceci est une véritable escroquerie commerciale quand on pense à la pureté et au non commercialisme du jazz traditionnel, celui qui est né à la Nouvelle-Orléans, berceau de nombreuses influences musicales africaines d'abord, européennes ensuite et de musique de « cow boy » pour terminer.

**C.T. : Vous venez d'évoquer les influences africaines, que pensez-vous de la musique du continent noir ?**

**M.S. :** J'ai beaucoup de disques de musique africaine qui conservent toutes les qualités des différents pays d'où proviennent les musiciens. Le jazz est issu certainement des rythmes africains, mais joué par des musiciens qui ont quitté l'Afrique depuis longtemps. On assiste maintenant à un retour du jazz en Afrique, parfaitement bien assimilé par la nouvelle génération de musiciens africains.

**C.T. : Qu'est-ce qui fait un bon clarinettiste et un bon chef d'orchestre ?**

**M.S. :** Du travail, du travail, du travail. Lorsqu'on a pris goût à jouer de la clarinette ou d'un autre instrument quelque soit le style de musique, il faut travailler huit heures par jour. Tout le monde n'a pas les qualités requises pour devenir chef d'orchestre de jazz. Un musicien qui devient chef est un monsieur qui a des idées musicales plus fortes que les autres.

Propos recueillis  
par Hilda Madiba.

## UNE EXPOSITION SUR L'ART CAMEROUNAIS A WASHINGTON

Une exposition sur l'art camerounais, la plus importante jamais organisée aux Etats-Unis, a ouvert ses portes mercredi dernier à Washington.

Elle regroupe 153 statues et objets provenant de plusieurs musées et collections privées au Cameroun, aux Etats-Unis et en Europe. De nombreuses pièces ont notamment été prêtées par le musée de l'Homme à Paris et le musée « Field » d'histoire naturelle à Chicago.

L'exposition est essentiellement consacrée à l'art de la savane camerounaise, mais comprend également des objets en provenance du Sahel au Nord, et de la forêt au Sud du pays.

L'exposition est organisée par le musée d'histoire naturelle du célèbre Institut Smithsonian de Washington, où elle se prolongera jusqu'au 17 juin.

Elle deviendra ensuite itinérante et sera reprise par plusieurs autres villes américaines d'ici la fin de 1985 : Houston, la Nouvelle-Orléans, Chicago et New York.

Volée et vendue il y a quelques années, la célèbre statue « Afo Akom » qui avait été récupérée par le gouvernement camerounais fera partie de cette exposition.

Originaire de Bamenda, sa disparition avait peiné les habitants et son retour fut l'objet d'une manifestation conséquente.



L'Afo Akom, une des pièces maîtresses de cette exposition.

La poétesse afro-américaine

Carolyn Fowler en fin de séjour

au Cameroun :

## « JE LANCERAI UN PONT ENTRE LES ASSOCIATIONS D'ECRIVAINS NOIRS DE LA DIASPORA ET L'APEC »

Invitée par l'Association nationale des poètes et écrivains camerounais (APEC), Mme Carolyn Fowler, écrivain et professeur de littérature noire à l'Université d'Atlanta, vient d'achever un séjour de deux mois dans notre pays. Le programme de ce séjour particulièrement chargé comprenait des conférences, des cours dispensés à l'Université de Yaoundé et des voyages à travers nos provinces. Les contacts tant avec les créateurs qu'avec nos populations ont été pour le Dr Fowler, « très enrichissants ».

« Je lancerai un pont entre les associations d'écrivains noirs des Etats-Unis et d'Itali et l'APEC », a-t-elle promis.

Le 9 décembre dernier, Mme Carolyn Fowler donnait sa première conférence au Centre culturel américain de Yaoundé, conférence ayant pour thème : « La recherche d'une tradition afro-américaine du roman ». Dans le cadre des activités de la 5<sup>e</sup> conférence générale de l'APEC, elle entretenait un public nombreux au Centre culturel français sur le thème : « L'écrivain noir américain et la question de l'identité culturelle ». Au département de littérature négro-africaine que dirige le Professeur Fonlon à l'Université de Yaoundé, Mme Fowler a eu à dispenser un certain nombre de cours sur la littérature de la diaspora avec des enseignants locaux tels que Mme Etoude Grâce, MM. Putsch, Nfonfo et Aliko Songo.

**AMBIANCES AUTHENTIQUES**

Parlant de ses voyages qui l'ont menée dans les provinces du Nord-Ouest, de l'Ouest, du



Le Dr Carolyn : des rencontres enrichissantes.

Centre, de l'Adamaoua, du Nord et de l'Extrême-Nord, le Dr Fowler affirme : « le plus grand intérêt était de rencontrer les gens et d'être dans les ambiances authentiques. Je voulais découvrir les valeurs locales, les coutumes ». Notre culture, elle a eu aussi l'occasion de l'apprécier à travers des spectacles, des livres et des revues.

Elle a apprécié particulièrement les efforts de nos écrivains pour se regrouper, mieux se connaître, intensifier leurs productions. A travers elle s'amorce d'amples possibilités d'ouverture entre nos hommes de lettres et les écrivains noirs du monde entier. Il y aura échanges de revues, de livres et de documents et peut-être aussi, espère-t-elle, « si le gouvernement camerounais veut bien soutenir des voyages comme le gouvernement américain a soutenu le sien », des échanges de visites. Des conférences annuelles comme celle sur la littérature afro-américaine à l'Université de Harvard et celle de l'African Literature Association (ALA) sont des cadres propices à ces contacts.

David NDACHI TAGNE

### RECHERCHONS MECANICIEN

### SPECIALISTE POCLAIN

### SERIEUSES REFERENCES EXIGÉES.

Pour tout renseignement, prendre contact avec **SOCADHYA - PK 12**

### OFFRE D'EMPLOI

Importante Société de la place recherche pour sa Direction générale un comptable titulaire d'un BTS ou d'un D.E.C.S.

4 à 5 ans d'expérience.

Préférence sera donnée à un candidat ayant expérience cabinet d'experts.

Envoyez curriculum vitae manuscrit à  
C.P.E. Douala BP 1137 qui transmettra S.R.E.F.  
C.D.P.

Entrepôt à louer derrière Hôtel de l'indépendance, surface couverte env. 273 m<sup>2</sup> + appentis 84 m<sup>2</sup>. Cour intérieure desservant les magasins env. 765 m<sup>2</sup>. Loyer : 500 000 F/mois. Libre à partir du 31/01/84. S'adresser au 23-18-85 pour tous renseignements complémentaires.





# Quest

NDE

## Séminaire de formation des délégués du SYNAPCAM et délégués des planteurs

Le SYNAPCAM (Syndicat National des Agriculteurs et des Paysans du Cameroun) a tenu récemment, à la permanence du parti de Bangangté, un séminaire des délégués de cet organisme et délégués des planteurs du département du Ndé.

Une délégation du bureau national, en provenance de Nkongsamba coordonnait les travaux en présence de M. Bongwa Micheal adjoint d'arrondissement de Bangangté, représentant le sous-préfet empêché.

L'objet de ce séminaire de former et d'informer les planteurs du département sur les modalités d'application des taxes sur la commercialisation des produits de base (cacao et café) et les

moyens de vérifier et la gestion des organismes coopératifs, de faire également appliquer les textes portant sur l'immatriculation des terrains des concessions rurales pour leur mise en valeur.

En pratique, la démonstration d'une bascule en vue de diminuer dans un proche avenir l'intensité des fraudes dont les producteurs sont victimes lors des pesées de leurs produits dans les magasins a été conduite par un groupe de techniciens de la brigade des prix, poids et mesures venu spécialement de Bafoussam pour la circonstance.

Dans son mot introductif, l'adjoint d'arrondissement de Bangangté a indiqué que le SYNAPCAM, une organisation spécialisée ayant ses objectifs et ses principes spécifiques n'a pas l'intention de se substituer aux organismes coopératifs. Il a demandé aux séminaristes de suivre avec le maximum d'attention les divers exposés préparés à leur intention par les différents enca-

dreurs, ce qui leur permettra de redoubler d'efforts dans la production.

Les exposés présentés aux stagiaires portaient sur les notions variées ayant trait à la vie et à la promotion de l'agriculture, les syndicats et leurs structures, le sol et la rentabilité des engrais, le but du crédit agricole, la commercialisation des produits de base, les retournes et primes à cacao, le syndicat professionnel agricole enfin la coopérative et son fonctionnement.

Après ces différents exposés dont l'intérêt a été confirmé par le jeu questions-réponses, les délégués ont souhaité que des séminaires analogues puissent se tenir au niveau de chaque unité administrative pour une meilleure sensibilisation et la mobilisation des planteurs avant l'ouverture des prochaines campagnes caféières.

Charles HESSI  
(CAMNEWS)

### AVIS D'APPEL D'OFFRES NATIONAL

La Présidence de la République du Cameroun lance un appel d'offres national pour la construction de l'Hôtel des Finances de Bamenda.

Les dossiers d'appel d'offres peuvent être consultés et retirés à la Présidence de la République - Direction Centrale des Marchés - à compter du 6 février 1984 sur présentation d'une quittance de versement au Trésor Public de la somme de 100.000 F CFA.

Les soumissions rédigées en français ou en anglais et contenant les offres devront parvenir à l'adresse ci-après :

Présidence de la République  
Secrétariat Général  
Direction Centrale des Marchés

Yaoundé (Cameroun) au plus tard le 14 avril 1984 à 12 heures, heure locale, soit par poste en recommandé avec accusé de réception, soit déposées contre récépissé et devront porter la mention "Appel d'offres national du 14 avril 1984 pour la construction de l'Hôtel des Finances de Bamenda - A n'ouvrir qu'en séance de dépouillement".

L'ouverture des plis sera effectuée dans la salle de conférence du Secrétariat Général de la Présidence de la République par la Commission Centrale des Marchés siégeant en séance privée.

### MENOUA

#### Conseil d'administration de la CAPLAME : un budget de 7.596.401.810 F pour 1983-84

La coopérative agricole des planteurs de la Menoua (CAPLAME) fonctionnera avec un budget de 7.596.401.810 F au cours de l'exercice 1983/1984. C'est ce qui ressort du conseil d'administration tenu le 28 décembre dernier à Dschang. Avec ce chiffre, précise M. Nzefa, son directeur, la coopérative réalisera un bénéfice de 817.165.958 F malgré la baisse de la production. En comparaison avec les chiffres de l'exercice précédent, le budget actuel accuse une augmentation de 1.869.765.348 F. M. Nzefa explique cette situation par le raccourcissement de l'exercice ramené depuis cette année de décembre au 30 septembre, et surtout par le fait que la coopérative dispose encore d'un stock de café évalué à 2.508.000.000 F CFA.

Par ailleurs, le directeur de la CAPLAME a indiqué qu'au niveau de production, les prévisions de cette année portent sur 3.956 T de café arabica, 1.400 T de robusta et 43 T de cacao, contre 4.610 T d'arabica, 2.500 T de café robusta et 70 T de cacao l'année dernière. La baisse ainsi constatée est le résultat de la grande sécheresse qui a sévi sur tout le territoire national en 1983. M. Nzefa a en outre relevé

qu'une perte de 87.783.250 F a été enregistrée l'année dernière pour le transport des engrais que la coopérative supporte de Yaoundé jusqu'au domicile des planteurs dans la Menoua.

A l'issue des débats, les administrateurs ont retenu le principe d'une subvention de 25.000 F en faveur de tous ceux qui veulent acheter un dépulpeur dont le prix se situe entre 40 et 50.000 F CFA.

Victor Tafekeng  
(CAMNEWS)

### Résultats d'appel d'offres

Le Secrétaire général de la Présidence de la République communique :

L'entreprise dont le nom suit a été retenue pour la réalisation de l'opération ci-après :

**FOURNITURE DE QUINZE (15) WAGONS A BALLAST A LA REGIE NATIONALE DE CHEMINS DE FER DU CAMEROUN.**

Entreprise retenue : CADOUX.

L'intéressé voudra bien prendre l'attache de la Présidence de la République (Direction Centrale des Marchés) avant le 10 février 1984 pour l'établissement du projet de contrat correspondant et de l'organisme bénéficiaire avant le 15 février 1984 pour l'obtention d'un ordre de service de démarrer cette opération au plus tard le 20 février 1984.

Par ailleurs, cette société devra remettre à la Direction Centrale des Marchés une quittance de versement au Trésor Public de la somme de quinze mille (15.000) francs CFA représentant les frais d'expédition en recommandé du marché signé.

Enfin, les entreprises n'ayant pas été retenues sont priées de passer avant le 10 février 1984 à la Présidence de la République (Direction Centrale des Marchés) retirer leurs soumissions. Passé ce délai, ces offres seront détruites.

Nouveaux arrivages tous les jours

**R<sup>W</sup> KING TEXTILES BOUTIQUE**

LE SPECIALISTE du pagne

à côté de Monoprix-AKWA

UN HOMME ELEGANT

EXIGE UN PARFUM CAPTIVANT...

IL CHOISIT **SEXYLIA**

LA TECHNIQUE AU SERVICE DE L'HOMME...

**Linde** AU CAMEROUN  
C'EST

**CAMER** Industriel

DOUALA . YAOUNDE . GAROUA

**Linde**

Linde AG, Werksgruppe Güldner Aschaffenburg,  
Postfach 62, Schweinheimer Str. 34, D-8750 Aschaffenburg,  
Telefon (0 60 21) 3 41, Telex 04-188 581 lga d







## Centre

MBAM

PLUS DE TROIS CENTS PARENTS D'ÉLÈVES  
DU CES DE BOKITO RÉUNIS EN CONGRÈS

Regrouper les parents d'élèves autour d'un même idéal, veiller à la défense des intérêts matériels, culturels et moraux de l'école, représenter par l'intermédiaire d'un mandataire les parents d'élèves auprès des pouvoirs administratifs et des organismes publics, sensibiliser le milieu environnant aux problèmes de formation de la jeunesse et créer un climat de cohésion entre les adultes et les

jeunes en vue d'édifier un monde meilleur. Tels sont les objectifs et les buts que plus de trois cents parents d'élèves du collège d'enseignement secondaire de Bokito regroupés dans leur association se sont fixés d'atteindre récemment dans le cadre d'un congrès annuel qui les a réunis à Bokito. La séance d'ouverture présidée par M. Menkene Bikolong s'est déroulée dans la permanence du

parti de la localité en présence notamment de M. Mbamack Onobion Michel représentant le sous-préfet. Cinq points ont figuré à l'ordre du jour, à savoir : élection des membres du nouveau bureau ; exposé du directeur du CES.

Après l'élection du bureau de séance, la parole fut donnée au trésorier sortant de l'association qui a fait l'autopsie de sa gestion financière au cours des

deux dernières années. De ce bilan il ressort que pendant l'année scolaire 1981-82, les membres de cette association ont cotisé une somme de 366.000 F. De cette somme d'argent, 330.740 F. ont servi à l'achat d'une machine à écrire long chariot et confiée au collège.

A l'issue des travaux, un nouveau bureau a été élu pour l'année scolaire 1983/84. En voici la composition :

— Président : M. Ekom Isaac-Oscar  
— V/président : M. Menkene Bikolong  
— Secrétaire : M. Boyomo Bigobi Ernest  
— Trésorier : M. Awang

Boutingue Thomas (réelu).

Dans son exposé, le directeur du CES a fait un large tour d'horizon sur les problèmes relatifs à la gestion du personnel enseignant qui demeure encore insuffisant, à la promotion et à l'exclusion de certains élèves.

Par ailleurs, par le biais du nouveau président de l'association, les parents d'élèves ont demandé au directeur du CES de Bokito la multiplication par quatre du nombre de classes pour faire face aux effectifs pléthoriques de l'établissement.

Rémy NGOLILE OGUIDE.  
(CAMNEWS)



Les nouvelles HONDA CIVIC ont tout pour séduire.

A leurs 1300 cm<sup>3</sup> et leurs 4 roues indépendantes, elles ajoutent un confort et des équipements exceptionnels.

Economique avec ses 5 vitesses, votre nouvelle HONDA CIVIC vous attend à l'Agence Centrale.

**HONDA**  
**CIVIC**

AGENCE CENTRALE Douala, rue Joffre - Tél. : 42.54.80 Yaoundé, route de l'aéroport - Tél. : 23.21.11

à compter du lundi 6 février

**GRANDE PROMOTION**  
**DU SUPER JAVA HOLLANDAIS**

**R  KING TEXTILES**

**PRIX TRES ETUDIES + TEE-SHIRT CADEAU**  
**à tout acheteur de 5 pièces**

**Boutique à côté de Monoprix - Akwa**

18<sup>e</sup> FETE DE LA JEUNESSE

## HANDBALL

LES FINALES SE DISPUTENT  
LE 10 FEVRIER PROCHAIN

Six matches dames comptant pour la phase éliminatoire des manifestations

Six matches dames comptant pour la phase éliminatoire des manifestations de la fête de la jeunesse se sont déroulés samedi après-midi à Madagascar en présence de près d'un millier de spectateurs. Au total des rencontres d'un bon niveau technique qui ont valu au public de vivre 240 minutes de spectacle de qualité. Seules deux équipes, Chouchou-club et INJS ont remporté toutes leurs rencontres.

Les matches ont démarré avec 45 minutes de retard (14h.45) sur l'heure prévue. Contrairement à l'habitude, ce sont les officiels qui étaient des retardataires. Quant au reste, en lever de rideaux, Canon a battu, comme on s'y attendait, CNPS par 12 buts à 6. Un match bien moyen que Ca-

non a néanmoins contrôlé de bout en bout mais avec quelques passages à vide. Notamment au début de la seconde manche lorsque la CNPS s'est approchée à une longueur (6-7) avant de lâcher définitivement son adversaire. AMACAM-Tonnerre de la deuxième heure a été également une partie à sens unique dominée par les joueuses de TKC : 15-8 score final et logique. Chouchou et Canon devaient prendre immédiatement le relais et offrir au public un spectacle captivant. Tandis que les handballeuses de Canon brillaient par leur maladresse, celles de Chouchou plus fraîches physiquement, étaient un jeu plus élaboré et cohérent. Tchuisseu, par sa technique et sa finesse à l'aile gauche, et Tchoungui Doudou, douée d'un calme implacable et d'une efficacité remarquables dans le but aux



La formation de l'INJS qui a convaincu samedi dernier (Ph. Neda).

moments difficiles, ont forcé les applaudissements nourris du public et œuvré pour la victoire de leur club (10-9). Canon aurait bien pu relancer le suspense entretenu jusque-là en rétablissant l'équilibre à 20 secondes de la fin mais la gardienne de Chouchou a réussi le tour de force de dévier le penalty de la dernière chance tiré par Ngo Nkobio.

TONNERRE - INJS :  
UNE INHABITUELLE  
EMPOIGNADE

Les filles de Tonnerre et de l'INJS ont livré samedi à Madagascar une partie de handball extraordinaire, peu commune et unique depuis belle lurette. Deux défenses imperméables où les erreurs et les heurts usuels n'avaient pas de place. La recherche du ballon mais aussi le jeu collectif prédominaient. On a dû attendre la 14<sup>e</sup> mn pour qu'arrive le premier but de la partie. L'égalisation de l'INJS venait à 2 minutes de la mi-temps (1-1). La deuxième manche s'est poursuivie à un rythme toujours soutenu de part et d'autre mais avec cette différence que six buts ont été marqués dans les deux camps. Bindzi de Tonnerre s'est distinguée dans cette phase comme tout le match d'ailleurs en gaspillant plusieurs pénalités, il est vrai

que dans le but de l'INJS. Meleuga n'est pas une cible facile. A la fin du temps réglementaire, les deux équipes sont à égalité. Il fallait qu'on procède aux tirs de pénalités pour les départager. L'INJS en a transformé 4 contre 2 à Tonnerre. Le 5<sup>e</sup> match a opposé Chouchou à CNPS et s'est achevé par une seconde défaite des filles de la Caisse nationale de la prévoyance sociale. Les joueuses de Chouchou ont péniblement écarté la CNPS. Après s'être beaucoup dépensées contre Canon, elles paraissent fatiguées, question de récupération. La capitaine Tolongui de CNPS et ses camarades en ont profité pour imposer leur rythme. Et de mener à la mi-temps (4-3). Ce n'est qu'à la reprise que les filles de Chouchou sermonnées dans l'entracte, ont pris les meilleures initiatives et renversé la vapeur. Score final 8 buts à 5. Au dernier match, l'INJS qui convoitait la première place après avoir enregistré une victoire, a battu AMACAM (9-7).

Les demi-finales mixtes jouées hier dimanche, ont donné les résultats suivants : DAMES : INJS-Canon : 10-8 ; Chouchou-Tonnerre : 7-11. MESSIEURS : MINUH-INJS : 13-12 ; YUC-Sonel : 21-22.

N. DEMANOU

## LUTTE

## LES FRUITS D'UN BON SUIVI

Le tournoi éliminatoire de lutte libre organisé à l'occasion de la fête nationale de la Jeunesse s'est déroulé samedi dernier au gymnase de l'Institut national de la Jeunesse et des Sports (INJS). Les trente combats programmés ont opposé tour à tour des lutteurs cadets et juniors-séniors dans toutes les catégories de poids. Ces combats d'un niveau technique appréciable ont été suivis par une assistance assez nombreuse parmi laquelle, le président de la fédération camerounaise de lutte M. Tsala Mekong Germain.

Chez les cadets notamment, les lutteurs bien que inexpérimentés, ont cependant mis en exergue des techniques qui ont forcé l'admiration, et aussi les applaudissements du public présent. On aura ainsi assisté à de rudes empoignades surtout dans la catégorie de 63 kg où le jeune Nlong Guy Roland a battu par tombé Mbong. Un autre combat tout aussi intéressant a opposé Avom Alphonse à Mfoua. Le premier a eu raison du second par tombé.

Parmi les combats les plus applaudis, il y a lieu de mention-

ner la confrontation de Kameni contre Nlong Alain Roger. Le second, bien que vaincu aux points, a fait prévaloir de grandes qualités athlétiques et techniques.

Les combats chez les juniors-séniors par contre, nous ont permis de découvrir de grandes individualités notamment dans la catégorie des 82 kg où Booh Louha a livré un combat de haut niveau contre Nto Barthélémy.

En somme, cette admirable prestation de nos jeunes lutteurs est sans conteste le fruit d'un encadrement et aussi d'un suivi constants.

Les finales qui vont se disputer le 10 février prochain prévoient de rudes empoignades dans toutes les catégories de poids. Chez les cadets, les combinaisons se présentent comme suit : 55 kg : Ngam Rigobert contre Abéga ; 63 kg : Nlong Guy-Roland-Avom Anthony ; 68 kg : Oyié Malchi-Maala Desiré.

Chez les juniors-séniors : 57 kg : Ngoumou-Abe Gatien ; 62 kg : Ngam Ndam Nestor-Tchoungui Rigobert ; 68 kg : Seignin Pascal-Nkom Mvondo ; 82 kg : Booh Louha-Nto Barthélémy ; 92 kg : Youmbi-Moaka Denis.

J.E. MIMBOE



Deux lutteurs cadets aux prises sous l'œil vigilant de l'arbitre Tonya Baie.

## DOSSIERS DE BOURSE

## A COMPLÉTER

Le ministre de la Fonction publique communique

Les candidats dont les noms suivent, qui ont été sélectionnés pour suivre un stage de perfectionnement dans le domaine de la nutrition et de l'alimentation en Belgique, sont priés de se présenter dès diffusion du présent communiqué, à l'Ambassade de Belgique en vue de compléter leurs dossiers de demande de bourse. Il s'agit de : MM. Ncha Mokom Augustine et Assah George Mendong.



## FOOTBALL :

Bilan de la phase aller du championnat de 1<sup>re</sup> division :

## LES JOUEURS SUSCEPTIBLES D'ETRE ELUS « BALLON D'OR »

Et si le championnat se terminait maintenant, quels sont les joueurs susceptibles d'être élus Ballon d'Or ? On peut répondre à cette question en parcourant le tableau des joueurs qui ont retenu l'attention des observateurs. La Chambre centrale d'homologation a d'ailleurs dressé une liste de quinze noms.

Une fois de plus Dihep Di Nkam est à l'honneur. Grâce à la position privilégiée qu'occupe Bako dans ce classement. On se souvient que ce joueur avait déjà été cité parmi les meilleurs buteurs. Bako totalise en effet 11 bulletins positifs obtenus en 15 matches. Il bat de très loin le second de la liste, Bola de PWD de Bamenda qui totalise, lui, 6 bulletins positifs obtenus en 9 matches. Imandy de Foudre d'Akonolinga compte 4 bulletins

pour 6 matches. En quatrième position, arrive Djonkep Bonaventure avec 9 bulletins positifs en 14 rencontres. Mekanaky est cinquième avec également 9 bulletins positifs après sa participation à 15 rencontres. Dihep Di Nkam revient grâce à Elessa qui occupe la 6<sup>e</sup> position au classement. Il compte 6 bulletins positifs en 10 matches. PWD de Bamenda a comme deuxième représentant à cette liste Nji Sunday (7<sup>e</sup>) qui accumule 7 bulletins positifs sur 12 matches. Makon de Rail de Douala est 8<sup>e</sup> avec 8 bulletins, 15 matches joués.

Le 9<sup>e</sup> de la liste est Mbita Hervé de Canon de Yaoundé. Il a obtenu 7 bulletins positifs en 13 matches. Njosi de Dragon de Douala vient en 10<sup>e</sup> place avec 7 bulletins positifs pour 14

matches. Toube, l'autre représentant de Tonnerre est 11<sup>e</sup> avec 6 bulletins positifs pour 12 matches. Entente de Ngaoundéré a un représentant, il s'agit de Mahop qui totalise 4 bulletins positifs pour 8 matches. Biya d'Unisport de Bafang, Bounoah de Panthère et Motol occupent les trois dernières places du classement avec 6 bulletins positifs chacun.

Voilà donc les 15 joueurs susceptibles d'être élus « Ballon d'Or » à l'issue de la phase aller. Mais les candidats potentiels à cette élection restent les cinq premiers de la liste : Bako, Bola, Imandy, Djonkep et Mekanaky. Mais quatre d'entre eux sont défavorisés par leur absence de la scène internationale.

M.B.



Djonkep Bonaventure de Tonnerre, l'un des meilleurs de la phase aller.

### Jeux Olympiques de Los Angeles :

## DEBAT AUTOUR DE LA « FLAMME »

Le refus du Comité national olympique (CNO) grec de participer à la transmission de la flamme olympique au Comité d'organisation des jeux de Los Angeles (LAOOC) recouvre depuis quelques temps un grand débat qui n'est sans doute pas près de s'éteindre.

L'affaire a commencé en mars 1983, quand le LAOOC a fait connaître son intention d'allumer la flamme à Olympie au début du mois d'avril 1984, soit quatre mois

avant l'ouverture des jeux, contre quarante jours ordinairement. Devant les réticences du CNO hellénique, un compromis fut trouvé. La flamme serait allumée dans les premiers jours du mois de mai 1984 et un accord, portant sur le protocole, fut signé en ce sens en mai 1983, à Athènes.

Deux ou trois mois après, les Grecs devaient apprendre par les journaux que le droit de porter la flamme, pour l'acheminer de New-York à Los Angeles, serait vendu à raison de 3.000 dollars par kilomètre. « Nous avons été abasourdis, vexés et furieux », raconte Nikos

Filaretos, secrétaire général du CNO hellénique.

Une lettre de protestation, adressée au CNO des Etats-Unis, resta sans réponse. Suivit donc un télégramme à M. Peter Ueberoth, président du LAOOC, indiquant clairement que les Grecs n'étaient pas d'accord avec la commercialisation de la flamme.

Le CNO grec veut bien convenir qu'il y a d'énormes différences culturelles entre la Grèce et les Etats-Unis. Il admet que la flamme ne sera pas commercialisée, mais il n'en démont pas : la flamme ne doit pas être mêlée à des questions d'argent. « Sans

doute, n'en-sommes nous pas propriétaires. Mais, avec celui de la France, le CNO grec est le plus ancien et nous avons l'obligation de défendre ce qu'il y a de noble et de pur dans l'esprit olympique », dit M. Filaretos.

Il avance comme arguments que les firmes américaines, qui ont déjà payé des milliers de dollars même si elles ont signé un sévère contrat leur interdisant d'en tirer un avantage publicitaire, chercheront, d'une façon ou d'une autre, à exploiter commercialement leur participation à l'acheminement de la flamme. D'autre part, cela créera un dangereux

précédent sur lequel les organisateurs des jeux de Séoul, en 1988, pourront s'appuyer. « Inévitablement, cela finira par dégrader et il ne restera plus rien de la pureté olympique », regrette M. Filaretos.

On en est là et l'audition de M. Filaretos et de M. Nikolaos Nissiotis, président du CNO Grec, vendredi, par la commission exécutive du Comité international olympique (CIO) n'a apporté aucun changement.

(AFP)

### HISTOIRES DE FLAMMES

C'est en 1952, à Oslo, que la flamme olympique fut utilisée pour la première fois à l'occasion des jeux d'hiver. Allumée au foyer de la maison natale de Sondre Nordheim, le premier grand champion norvégien, elle fut portée au stade du Bislet par Eigil Nansen, petit-fils de l'explorateur du Groenland.

En 1956, à Cortina d'Ampezzo (Italie), le dernier porteur, Guido Caroli, se prit les pieds dans un câble et s'étala de tout son long dans le stade de glace.

En 1968, à Grenoble (France), le dernier porteur fut le patineur Alain Calmat. On avait placé sur sa poitrine un micro qui enregistrerait les battements de son cœur.

### FOOTBALL — Coupe d'Afrique des Nations 88 :

## LA ZAMBIE CANDIDATE A L'ORGANISATION

M. Moustapha Mourad Fahmy, secrétaire général de la Confédération africaine de football (CAF), a annoncé samedi, au Caire, que la Zambie est candidate pour l'organisation de la 16<sup>e</sup> édition de la coupe d'Afrique des Nations, prévue pour mars 1988.

Dans une déclaration à l'AFP, M. Fahmy a précisé que la candidature zambienne pourrait inciter d'autres. Plusieurs pays sont

en lice pour l'organisation de la grande fête africaine du football qui se déroule tous les deux ans.

« L'organisation de la coupe d'Afrique des Nations exige beaucoup de sacrifices, compte tenu des difficultés de trésorerie auxquelles font face les Etats membres de la confédération. C'est pourquoi nous voulons donner aux candidats suffisamment de chance, souligne M. Fahmy.

Evoquant la phase finale de l'édition 1984, qui aura lieu en mars prochain en Côte-d'Ivoire, le secrétaire général de la CAF a déclaré que tout était au point pour faire de ce rendez-vous « une réussite ».

M. Fahmy a annoncé également qu'il avait reçu les listes des 40 joueurs retenus parmi sept des huit sélections nationales qualifiées. Seule manque la composition de la présélection algérienne.

### Résultat du match retour des préolympiques

Ethiopie — Cameroun :  
1-1

### Tournois de la jeunesse

Canon — Tonnerre : 1-0  
Fédéral Fouban —  
Rail Douala : 2-0

### ATHLETISME :

### Ascension Guinness du Mt Cameroun

L'Anglais Short, Mike  
vainqueur de la 9<sup>e</sup> édition  
en 4h6mn32s.

J. O. DE LOS ANGELES

# LE GOUVERNEMENT GREC CONTRE LA COMMERCIALISATION DE LA FLAMME OLYMPIQUE

Le gouvernement grec refuse catégoriquement la commercialisation de la flamme olympique à l'occasion des prochains jeux olympiques de Los Angeles, a déclaré le secrétaire gé-

ral grec à l'athlétisme, M. Kimon Koulouris.

M. Koulouris a donné cette réponse à un représentant du comité d'organisation des jeux de Los Angeles venu à Athènes demander que la

flamme olympique puisse être transportée aux Etats-Unis deux mois avant le commencement des jeux.

La flamme, a expliqué le représentant américain, pourrait ainsi parcourir plusieurs villes des Etats-Unis et servir à rassembler des fonds qui seraient reçus, pour 85 pour cent du total, à des œuvres humanitaires (pour les enfants handicapés principalement).

Le représentant a ajouté que les organisateurs avaient déjà signé des contrats avec diverses grandes compagnies pour l'exploitation commerciale du passage de la flamme pour un montant de 30 millions de dollars.

« La Grèce est la gardienne de la flamme olympique et il n'est pas question d'accepter la demande des organisateurs américains », a déclaré M. Koulouris qui a reçu l'assentiment du maire d'Olympie.

## PRÉSIDENTS ET MEMBRES D'HONNEUR DE DIAMANT DE YAOUNDÉ

PRÉSIDENTS D'HONNEUR

MM. Dr. Fouapon Christophe, Dr. Djietam Pierre, Tchanké Pierre, Towa Fotso Luc, Ngnie Kamga, Wabowato « dit Fotso Victor », Nganso Jean Pierre, Tchoutat Moussa, Foalem Ambroise, Foalem Joseph, Colonel Kala, Njila Jean Vespa, Ngapounhou Joseph, Elhadji Ngassa Ibrahim, Mme Briant, MM. Kamenji Jean Claude, Boulou Louis, Tchouffa Jean Claude, Tchamoukouen Joseph, Metcheudji Joseph, Kamga Noé, Wega Joseph/Blaise, Bako El Hadji à Douala, Nountchoungou René Michel, Mephou Philippe à Douala, Ngaha Moïse à Douala, Folifack Etienne, Zoupette Isaac, Mme veuve Nkeumbang.

MEMBRES D'HONNEUR

Mme Emilienne Ngassa MM. Tankeu Roger, Soke Woking Vincent, Zorro Wando Dieudonné, Tchikanda, Samo Daniel, Wako, Monogo Jean Cameroun Lux, Bieleu Richard, Hapi Ngassa, Tankeu Richard, Kamga Joseph, Kamga Luc, Tamegue Antoine, Tchouteng Lavoisier, Tchibeban alphonse, Wafo Simon, Ngatchoueng Bernard, Mbella Ngon Ebénézer, Eyoum Didi, Ndo N'AA Georges.

### SPORT EN BREF... SPORT EN BREF...

#### FOOTBALL :

#### L'équipe angolaise de « PROGRESSO » au Brésil à partir du 16 février.

L'équipe de « Progresso de Sambizanga », de la première division de la Fédération angolaise de football (FAF), doit quitter Luanda le 16 février à destination du Brésil, dans le cadre d'un stage de préparation à l'invitation de l'équipe brésilienne de « Vasco de Gama ».

Pendant son séjour d'environ 20 jours au Brésil, indique le quotidien angolais, « Progresso » (quatrième au classement général de la dernière édition du championnat national de première division) livrera quelques matches amicaux, notamment contre les équipes brési-liennes de « Gremio », « America », ainsi que contre LAHD.

La même source précise que le match contre « Vasco de Gama » aura lieu au stade « Maracana ».

#### CYCLISME :

Une piste en bois du Cameroun à Paris

La piste du palais omnisports de Paris-Bercy, sur laquelle auront lieu les six jours cyclistes de Paris, a été construite en Doussié, un bois du Cameroun très dur.

Caractéristique principale du Doussié : sa forte résistance aux variations hygrométriques.

Long de 250 m (avec une tolérance d'un millimètre), l'anneau du palais omnisports a une largeur de 7 m, non compris la « côte d'Azur », bande de roulement peinte en bleu et située au ras de la « pelouse ».

Enfin, les virages de la piste sont relevés de 41 degrés 30 minutes.

#### SAUT EN HAUTEUR :

Le Soviétique Paklin porte la barre mondiale à 2,36 mètres.

Le Soviétique Igor Paklin a établi une nouvelle meilleure performance mondiale en salle au saut en hauteur en franchissant 2,36 mètres, mercredi soir, à Milan, lors de la rencontre triangulaire d'athlétisme Italie — U.R.S.S. — Espagne. L'ancienne M.P.M. : 2,35 mètres était détenue par Vladimir Yatchenko (URSS), depuis le 12 mars 1978 à MILAN.

#### HANDBALL :

### LES LEÇONS DU 5<sup>e</sup> CHAMPIONNAT D'AFRIQUE DE CLUBS

Après le déroulement du 5<sup>e</sup> championnat d'Afrique des clubs de handball qui a eu lieu en décembre dernier à Brazzaville, M. Bissek Alan, entraîneur national adjoint, tire les principales leçons du handball africain aujourd'hui. Il relève et presque en guise de conclusion le problème d'infrastructures au Cameroun.

La vitesse maximale dans l'exécution des éléments techniques :

Le hand-ball actuel se joue vite. La vitesse de transmission du ballon permet aux attaquants de créer des ouvertures dans la défense. Ce qui entraîne les possibilités de tir. Il faut donc acquérir de bons automatismes à la base.

Les qualités athlétiques : Il faut augmenter la détente musculaire, la résistance et la souplesse. La musculation de la joueuse ne doit pas être négligée.

La connaissance adéquate du règlement par les joueurs : La connaissance de ce qui est permis, interdit, des limites à ne pas franchir dans le jeu dur doit être maîtrisée par les handballeurs.

Les entraîneurs doivent mettre l'accent sur l'apprentissage des principes de base du jeu :

Le joueur doit savoir marquer un adversaire immobile ou en mouvement, changer d'adversaire en défense, replier, dissuader, intercepter, savoir préparer une attaque, démarquer un partenaire.

## VOTRE NOUVEAU REPRESENTANT

# BOSCH

- Produits
- Pièces détachées
- Service après vente

Station électro diésel - Douala et très prochainement ouverture à Yaoundé



**SOCOMI**  
**MATFORCE**  
Division de RW KING

Douala : B.P. 609 Tél. : 42.35.40 - 42.31, Télex : 5272 KN

Yaoundé : B.P. 1868 Tél. : 22.45.42 Télex : 8244 KN



**COMPAGNIE  
SOUVERAINE**

Société anonyme au capital de  
234.064.000 frs CFA Siège social :  
Douala

**AVIS DE CONVOCATION**

Messieurs les actionnaires sont  
convoqués en Assemblée générale  
ordinaire le mardi 13 mars 1984, à  
10 heures, au siège social à Doua-  
la, 16, avenue du l'ex-président El  
Hadj Ahmadou Ahidjo, à l'effet  
de délibérer sur l'ordre du jour  
suivant :

- 1) Lecture des rapports du  
conseil d'administration et du  
commissaire aux comptes sur  
le bilan au 30 juin 1983 et les  
comptes de l'exercice 1982/83  
pour la période allant du 1er  
juillet 1982 au 30 juin 1983 ;
- 2) Approbation de ce bilan et  
des comptes ; Quitus aux ad-  
ministrateurs et au commis-  
saire aux comptes ;
- 3) Affectation des résultats ;
- 4) Compte rendu des opérations  
visées par l'article 40 de la loi  
du 24 juillet 1967 ;
- 5) Questions diverses.

Tout actionnaire sera admis à  
l'Assemblée ou pourra s'y faire  
représenter par un mandataire ordi-  
naire.

Les titulaires d'actions nomina-  
tives seront admis à l'Assemblée  
sur simple justification de leur  
identité.

Les propriétaires d'actions au  
porteur devront retirer une carte  
d'admission à l'assemblée, en dé-  
posant au siège, cinq jours avant  
la réunion, soit leurs titres, soit les  
récépissés en constatant le dépôt  
dans une banque, chez un agent  
de change, un courtier en valeurs  
mobilières ou chez un notaire.

Les pouvoirs des mandataires  
devront être déposés également  
au siège cinq jours avant la réu-  
nion.

Le Conseil d'Administration

**ETUDE DE**

**M<sup>r</sup> G. D. MBOUDOU AHANDA**  
Notaire au siège de la  
cour d'appel de Yaoundé  
Avenue de l'Indépendance  
B.P. 972 - Tél. 22-21-89

**SOCIÉTÉ DISTRIBUTION  
CAMEROUNAISE (DISCAM)**

SARL au capital  
de FCFA 1.000.000  
Siège social : Yaoundé BP 474

**CONSTITUTION**

Aux termes d'un acte reçu par  
M<sup>r</sup> Ahanda, notaire à Yaoundé le  
12 janvier 1984, il a été constitué  
pour une durée de 99 années, sous  
la dénomination de DISTRIBUTION  
CAMEROUNAISE en abrégé (DISCAM).

Une société à responsabilité li-  
mitée au capital de 1.000.000  
FCFA dont le siège social est à  
Yaoundé BP 474 ayant pour  
objet :

La fabrication, la commercialisa-  
tion, l'importation, l'exportation  
des produits vendus en  
grandes surfaces et collectivités, et  
généralement toutes opérations  
commerciales, industrielles, finan-  
cières, mobilières se rattachant à  
l'objet.

La gérance de la société a été  
confiée à M. Gaston Soundja Defo  
pour une durée illimitée.

Deux expéditions de l'acte ci-  
dessus ont été déposées au greffe  
du tribunal de Yaoundé conformé-  
ment à la loi.

Pour insertion  
M<sup>r</sup> Ahanda  
(Notaire)

**ETUDE DE**

**M<sup>r</sup> G. D. MBOUDOU AHANDA**  
Notaire au siège de la cour  
d'appel de Yaoundé  
Avenue de l'Indépendance

B.P. 972 Tél. 22-21-89

**SOCIÉTÉ « ENTREPRISE  
SAUVEUR BARBERA  
(CAMKROUN) » (E.S.B.C.)**

SARL au capital de  
FCFA 6.000.000  
Siège social : Yaoundé BP 273

**CONSTITUTION**

Aux termes d'un acte reçu par  
M<sup>r</sup> Ahanda, notaire à Yaoundé le  
27 décembre 1983, il a été consti-  
tué pour une durée de 99 années,  
sous la dénomination de ENTRE-  
PRISE SAUVEUR BARBERA  
CAMEROUN en abrégé  
(E.S.B.C.).

Une société à responsabilité li-  
mitée au capital de 6.000.000  
FCFA dont le siège social est à  
Yaoundé BP 273 ayant pour  
objet :

Toutes prestations relatives aux  
travaux publics et particuliers, ter-  
rassements, génie civil, VRD, es-  
pace vert, signalisation routière,  
fabrication et préfabrication de  
bordures, caniveaux agglomérés,  
panneaux etc.

La gérance de la société a été  
confiée à MM Barbera et Vincent  
Barbera pour une durée indéter-  
minée.

Deux expéditions de l'acte ci-  
dessus ont été déposées au greffe  
du tribunal de Yaoundé conformé-  
ment à la loi.

Pour insertion  
M<sup>r</sup> Ahanda  
(Notaire)

**ETUDE DE**

**M<sup>r</sup> G. D. MBOUDOU AHANDA**  
Notaire au siège de la  
cour d'appel de Yaoundé  
Avenue de l'Indépendance  
B.P. 972 - Tél. 22-21-89

**SOCIÉTÉ ROUTIÈRE  
BOSKALIS VOLKERSTEIN**

SARL au capital  
de FCFA 10.000.000  
Siège social : Yaoundé BP 260

**CHANGEMENT DE GERANT**

Aux termes d'un acte déposé au  
rang des minutes de M<sup>r</sup> Ahanda,  
notaire à Yaoundé, le 17 no-  
vembre 1983, les associés de la  
société routière BOSKALIS  
VOLKERSTEIN, SARL au capi-  
tal de 10.000.000 FCFA dont le  
siège social est à Yaoundé BP 260,  
réunis en assemblée générale ex-  
traordinaire, ont accepté la démis-  
sion au poste de gérant de M.  
Cornelis Van Rijnswijk et nommé  
pour le remplacer M Hendrikus  
Bernadus Huisman.

Deux expéditions de l'acte sus-  
mentionné ont été déposées au  
greffe du tribunal de Yaoundé,  
conformément à la loi.

Pour publication  
M<sup>r</sup> Ahanda  
(Notaire)

**ETUDE DE**

**M<sup>r</sup> NGOSSO Marguerite**  
Notaire au ressort du  
tribunal de première instance de  
Kribi B.P. 90 Kribi

**SOCIÉTÉ ANONYME DES  
ÉTABLISSEMENTS KRITIKOS  
« A.E.K. »**

Société anonyme au  
capital de 300.000.000 FCFA  
Siège social Kribi BP 54

**DEMISSION DU PRESIDENT  
DIRECTEUR GENERAL  
NOMINATION DU NOUVEAU  
PRESIDENT DU CONSEIL**

Aux termes d'un procès-verbal  
du conseil d'administration de la  
Société « A.E.K. » S.A. en date  
du 7 novembre 1983 déposé à  
l'Etude de M<sup>r</sup> Ngosso Marguerite,  
notaire à Kribi par authentifica-  
tion le 18 février 1984, le conseil  
d'administration a accepté la dé-  
mission de M. Christos Kritikos de  
ses fonctions du président du  
conseil et le nomme administra-  
teur délégué avec les pouvoirs les  
plus étendus.

Il nomme en qualité de prési-  
dent M Alexandre Maramonides  
pour la durée de son mandat  
d'administrateur jusqu'au 30 juin  
1989. Le conseil délègue à M.  
Maramonides pour l'exercice de  
ses fonctions avec faculté de sub-  
stitution les pouvoirs les plus  
étendus.

Deux expéditions dudit acte ont  
été déposées au greffe du tribunal  
de première instance de Kribi  
servant de tribunal de commerce  
conformément à la loi.

Pour extrait et mention  
M<sup>r</sup> Ngosso Marguerite  
Licenciée en droit  
Notaire

**ETUDE DE**

**M<sup>r</sup> Elie MBOBDA-MONGOUK**  
Notaire au ressort  
de la cour d'appel de Douala  
27, Bd de la Liberté  
BP 5374 Akwa - Tél. 42-60-62

**DECORATION-PLAFOND-  
STAFF « D.P.S. »**

Société à responsabilité  
limitée au capital de  
2.000.000 de FCFA  
Siège social Douala BP 5356

**CONSTITUTION**

Aux termes d'un acte reçu par  
M<sup>r</sup> Elie Mbobda-Mongouk, notaire  
à Douala, le 13 janvier 1984,  
dûment enregistré, il a été consti-  
tué sous la dénomination de DE-  
CORATION - PLAFOND-  
STAFF en abrégé « D.P.S. », une  
société à responsabilité limitée au  
capital de 2.000.000 de FCFA  
avec siège social à Douala BP 5356  
et ayant pour objet :

— Tous travaux secondaires en  
bâtiment.

— Le commerce général  
import-export des matériaux s'y  
afférents.

Le capital social de 2.000.000 de  
FCFA est divisé en 200 parts de  
10.000 FCFA chacune entière-  
ment libérées.

M. Nono Jean-Marie a été nom-  
mé gérant de la société pour une  
durée d'un an avec pouvoirs les  
plus étendus pour agir au nom et  
pour le compte de la société dans  
le grade de l'objet social.

Deux expéditions de l'acte  
énoncé ci-dessus ont été déposées  
au greffe du tribunal de commerce  
de Douala, conformément à la loi.

Pour avis et mention  
M<sup>r</sup> Elie Mbobda-Mongouk  
Notaire

**ETUDE DE**

**M<sup>r</sup> Joseph DOUALA DJECKA**  
Notaire au siège de la  
cour d'appel de Douala  
15, avenue du Général de  
Gaulle - BP 763 - Tél. 42-58-30

**SOCIÉTÉ NATIONALE  
D'ELECTRICITÉ DU CAMEROUN  
« SONEI »**

S.A. au capital de  
15.000.000.000 de FCFA  
Siège social : BP 4077 Douala  
R.C.N° 4624 Douala

**AUGMENTATION DE  
CAPITAL MODIFICATION DE  
L'ARTICLE 6 DES STATUTS**

Aux termes du procès-verbal de  
l'assemblée générale extraordi-  
naire reçu le 19/12/83 par M<sup>r</sup> Jo-  
seph Douala Djekka, notaire à  
Douala, et dûment enregistré, les  
actionnaires de la SONEI ont  
décidé d'augmenter le capital so-  
cial de 5 000 000 000 de FCFA  
pour le porter de 15 000 000 000 à  
20 000 000 000 de FCFA par la  
souscription de 500 000 actions  
nouvelles de 10 000 FCFA cha-  
cune de valeur nominale ; la li-  
bération desdites actions devant se  
faire en deux tranches annuelles  
égales de :

- 2.500.000.000 de FCFA au 31  
janvier 1984

- 2.500.000.000 de FCFA au 31  
janvier 1985 au plus tard et sera  
réservée exclusivement à la Répu-  
blique unie du Cameroun

En conséquence de ce qui pré-  
cède et sous la condition suspen-  
sive de la réalisation définitive de  
l'augmentation du capital social,  
l'article 6 des statuts s'y rappor-  
tant a été modifié de la manière  
suivante :

**Art. 6 (nouveau) - CAPITAL SO-  
CIAL**

Le capital social est fixé à la  
somme de 20 000 000 000 de  
FCFA, divisé en 2 000 000 d'ac-  
tions de 10 000 FCFA de valeur  
nominale chacune.

Deux expéditions de l'acte sus-  
analysé ont été déposées au greffe  
du tribunal de première instance  
de Douala, conformément à la loi.

Pour insertion  
M<sup>r</sup> Joseph Douala Djekka  
Notaire

**ETUDE DE**

**M<sup>r</sup> Guillaume Denis  
MBOUDOU AHANDA**

Licencié en droit  
Notaire au siège de la cour  
d'appel de Yaoundé  
BP 972 - Tél. 22-21-89

**QUALICAM**

Société anonyme au  
capital de 30 millions de FCFA  
dont le siège social est à  
Yaoundé BP 1687

Des délibérations des procès-  
verbaux de l'assemblée générale  
ordinaire et du conseil d'adminis-  
tration de la Société Qualicam  
tenus à Yaoundé le 10 décembre  
1983, il résulte que :

a) Les associés ont :

— nommé comme seconds admi-  
nistrateurs de la société M. Michel  
Webe, Mme Barbara Anaga, M  
Jacques Monod, M. Julien Mballa  
Bengono.

— nommé comme seconds  
commissaires : aux comptes pour  
le second exercice social M. Be-  
noît Atangana ;

b) Le conseil d'administration a  
élu comme président dudit conseil  
M. Michel R. Werber.

Ce même conseil a décidé que  
M. Michel R. Werber, M. Jacques  
Monod, M. Julien Mballa, Bengo-  
no tous trois administrateurs et M.  
Pierre Zumbach ont la signature  
collective à deux.

Pour insertion  
M<sup>r</sup> Ahanda  
Notaire

**ETUDE DE M<sup>r</sup> PIERRE MARIE DJOKO**

Notaire au siège de la Cour d'appel  
de Douala Sis 58 bd de la Liberté  
à côté de l'hôtel Parfait Garden  
BP. 1237 Douala  
Tél. : 42 22 64

**SOCIÉTÉ CAMEROUNAISE DE VENTE  
DE PRODUITS CHIMIQUES AGRICOLES**

Sarl au capital de 500.000 frs  
BP. 700 Douala

**AUGMENTATION DE CA-  
PITAL  
ET CHANGEMENT DE  
DENOMINATION SOCIALE**

Aux termes d'un acte reçu par  
Me Pierre Marie DJOKO, notaire  
à Douala le 23 janvier 84 dont  
l'enregistrement est requis, les as-  
sociés de la société précitée ont  
décidé de :

— porter le capital social initiale-

ment fixé à 500.000 frs à 9.000.000  
frs par la création de 850 parts  
nouvelles de 10.000 frs de valeur  
nominale entièrement libérées et  
attribuées aux associés en propor-  
tion de leur droit ;

— changer la dénomination so-  
ciale qui devient : SOCIÉTÉ  
D'HYGIÈNE ET DIVERS en  
abrégé «SHD».

Par conséquent les articles 3 et 7  
des statuts ont été modifiés et  
deux expéditions du présent acte  
seront déposées au greffe du Tri-  
bunal de Commerce de Douala  
conformément à la loi.

Pour extrait et mention  
Me Pierre Marie DJOKO

**ETUDE DE M<sup>r</sup> Elie  
MBOBDA-MONGOUK**

Notaire au ressort de la cour d'ap-  
pel de Douala - 27, Boulevard de  
la Liberté  
BP. 5374 Akwa  
Tél. : 42 60 62

**EQUIPEMENTS INDUSTRIELS ET PE-  
TROLIERS  
«EQUIPETROLE»**

Société à responsabilité limitée au  
capital de  
1.000.000 de frs CFA. Siège social  
: Douala  
B.P. 4441

**CONSTITUTION**

Aux termes d'un acte reçu par  
Me Elie Mbobda-Mongouk, no-  
taire à Douala, le 4 janvier 1984,  
dûment enregistré, il a été consti-  
tué sous la dénomination de  
EQUIPEMENTS INDUS-  
TRIELS ET PETROLIERS en  
abrégé «EQUIPETROLE», une  
société à responsabilité limitée au  
capital de 1.000.000 de frs CFA  
avec siège social à Douala BP.  
4441 et ayant pour objet :

— Réception des réservoirs et  
jaugeage.

— Représentation, importation  
sous-ensembles, montage et entre-  
tien, installation des équipements  
pétroliers,

— Construction des réservoirs mé-  
talliques,

— Tuyauterie et soudure.

Le capital social de 1.000.000 de  
frs CFA est divisé en 100 parts de  
10.000 frs CFA chacune entière-  
ment libérées.

Monsieur Epée Guillaume a été  
nommé gérant de la société avec  
pouvoirs les plus étendus pour agir  
au nom et pour le compte de la  
société dans le cadre de l'objet  
social.

Deux expéditions de l'acte ci-  
dessus énoncé ont été déposées au  
Greffe du Tribunal de Commerce  
de Douala, conformément à la loi.

Pour avis et mention,  
Me Elie MBOBDA-MONGOUK  
Notaire

**Un vrai métier en 5 ou 10 mois**

**OPERATEUR SUR ORDINATEUR**

Niveau classe de 3<sup>e</sup> ou équivalent

PROGRAMMEUR D'APPLICATION : 1 ou 3 langages niveau probatoire  
minimum.  
ANALYSTE PROGRAMMEUR : 3 langages niveau Bacc minimum.

TRAVAUX PRATIQUES SUR NOS 3 ORDINATEURS.  
PLACES LIMITÉES...

**SONE INFORMATIQUE**

DOUALA : Collège des Nations Bonapris Palmiers B.P. 2896 - Tél. : 42 81 76  
YAOUNDE : Rue Hôtel de l'Indépendance, Imm. FACO B.P. 5117 - Tél. : 22 30 10.  
BAFOUSSAM : Route de Fombot (Compresseur) B.P. 549.

# LES PETITS DESSEINS du SOURIRE SECHERESSE : LE PLAT PREFERE DU ROI SOLEIL



SI VOUS ÊTES NÉ AUJOURD'HUI : Vous aurez des dons de commandement, et la capacité de travailler de manière indépendante. Vous êtes avant tout un individualiste, en quête d'une manière créative d'exprimer votre originalité. Le sens de l'humour vous aiderait dans votre parcours, car vous vous prenez parfois trop au sérieux. En affaire, efforcez-vous de terminer ce que vous avez commencé, en évitant la dispersion imputable à votre diversité de talents. En fait, vous êtes le plus à l'aise dans les carrières artistiques ou les professions libérales.

FRANCE DRAKE (Opera Mundi)

**BELIER** 21 mars au 19 avril  
Malgré votre désaccord actuel avec un ami, les perspectives sociales s'améliorent. Une nouvelle inattendue arrivée de l'extérieur vous est favorable. Sachez faire preuve d'ingéniosité.



**TAUREAU** 20 avril au 20 mai  
Une nouvelle manière d'envisager une occupation professionnelle vous vaudra des dividendes. En ce moment, la concurrence est vive, mais vous lerez dans l'ensemble d'importants progrès.



**GEMEAUX** 21 mai au 20 juin  
Un associé va vous faire une agréable surprise. L'impatience peut compromettre les efforts prodigués dans le travail. Certains s'emploient à établir des projets de voyage.



**CANCER** 21 juin au 22 juillet  
Vous trouverez sans doute indispensable d'avoir un entretien avec un enfant. Même si les choses sont difficiles à supporter, ne cédez pas à la colère. Des gains sont possibles en affaires.



**LION** 23 juillet au 22 août  
Un parent paraît de mauvaise humeur, mais le domaine du cœur reste attrayant. Changez vos habitudes pour vous sentir plus épanoui. Favorisé : un dîner en ville.



**VIERGE** 23 août au 22 septembre  
Peut-être vous montrerez-vous cassant envers un compagnon de travail. Malgré certains motifs d'irritation, les gains vont s'accroître dans le cadre de votre profession.



**BALANCE** 23 septembre au 22 octobre  
Acceptez une invitation qui vous est faite à l'improviste pour une activité de loisir. Des marques de mauvais caractère pourraient vous être professionnellement nuisibles. Succès pour la création.

**SCORPION** 23 octobre au 21 novembre  
Vous pouvez vous montrer prompt à échapper aux contraintes. Vous apporterez des modifications dans le cadre familial. Une tournée des magasins vous conduira à des achats non prévus.

**SAGITAIRE** 22 novembre au 21 décembre  
Rassemblez vos pensées avant de prendre la parole. Certains envisagent une réunion importante, ou assistent à une conférence. Surabondance d'idées neuves.

**CAPRICORNE** 22 décembre au 19 janvier  
Si vous vous laissez entraîner dans une discussion d'argent avec un ami, vous n'en ferez que de l'irritation. Cependant, les gains financiers sont possibles. La discrétion est à l'honneur.

**VERSEAU** 20 janvier au 18 février  
Les perspectives sociales apparaissent plus prometteuses que les efforts professionnels. Les supérieurs doivent être abordés avec tact. Évitez les démarches prématurées.

**POISSONS** 19 février au 20 mars  
Une personne qui ferait mieux de s'occuper de ses propres affaires pourrait vous taper sur les nerfs. La journée favorise les activités paisibles. Un bon tuyau professionnel vous arrive inopinément.

## MOTS CROISES

PROBLEME N° 139

Par

IBRAHIMA YÉRIMA  
FARIKOU GUIDIGUIS



### HORIZONTALEMENT

1. Dépilatoire. 2. Algues brunes. 3. Aluminium. Première femme. 4. Jardin couvert. Symbole. 5. Impératrices. 6. Phonétiquement, enlever. Abréviation royale. D'un bout à l'autre du tendon. 7. Partie de pain. Prévenue. 8. Exercés. 9. Brames. Revenu. 10. Transvases.

### VERTICALEMENT

1. Polymère. 2. Terre promise. 3. Préfixe. Dieu Egyptien. Saisons chaudes. 4. Plante ligneuse. En mars. 5. Berge. Au sein du sein. Fleuve côtier. 6. Ecorce de chêne. Bateau. 7. Voyelles. Répéter. 8. Colère des anciens. Direction. 9. Songe. Met à l'épreuve. 10. Alcaloïde toxique. Préposition.

### SOLUTION DU PROBLEME N° 137

**HORIZONTALEMENT.** 1. Patissiers. 2. Utilitaire. 3. RT. 4. Générateur. 5. Ana. Elé. Sc. 6. TT. Eson. 7. Oison. ES. 8. Iseran. Tee. 9. RM. SS. EU. 10. Ect. Entrée.

**VERTICALEMENT.** 1. Purgatoire. 2. Attentisme. 3. TI. Na. Sc. 4. ILLe. Mois. V. Si. Re. Nase. 6. Strate. 7. IA. Text. 8. UT. 9. Eire. Ter. 10. RR. Usnée. X. Serre. Sève.

## Le jeu des 8 erreurs



## LA SOLUTION DES 8 ERREURS

1. Main gauche de l'homme. 2. modifiée à droite. 3. Base du pic de droite. 4. Fermeture du sac coincée. 5. Manche du pied plus long. 6. Paroi du pied modifiée. 7. Profil du pied. 8. Pointe du pied. 9. Pointe du pied modifiée à gauche.



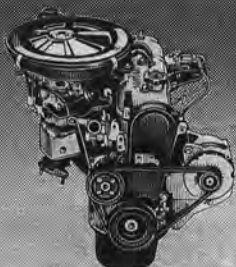
# VIVEZ AU RYTHME TOYOTA.



## NOUVELLE

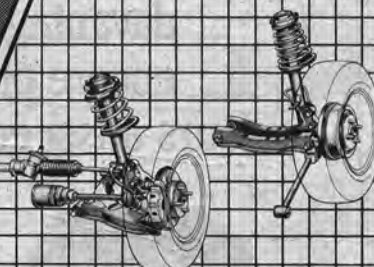
## COROLLA

### LA TOYOTA COROLLA SE SURPASSE.



#### NOUVEAU MOTEUR

Le nouveau moteur compact et léger de la Corolla offre à la fois puissance accrue et consommation réduite.



#### NOUVELLE SUSPENSION ARRIERE INDEPENDANTE

Confort accru, conduite plus précise et meilleur braquage.



#### DE L'ESPACE EN PLUS

L'habitacle le plus spacieux dans sa catégorie. Plus de volume en hauteur, plus de place pour les jambes et les épaules qu'auparavant.

Voyez chez notre concessionnaire local si le modèle qui vous intéresse est disponible.

## TOYOTA



## CAMi

### CAMEROON MOTORS INDUSTRIES

**DOUALA**

BP: 1217

Tél: 42.76.55/42.06.96

**GAROUA**

BP: 336

Tél: 27.12.98

**NKONGSAMBA**

BP: 21

Tél: 49.11.34

**YAOUNDÉ**

BP: 1740

Tél: 22.02.85

## LA GESTION DE LA MAINTENANCE INDUSTRIELLE DANS LE TIERS-MONDE

## I. ASSURER LA DISPONIBILITÉ MINIMALE DES INSTALLATIONS

Par Motze Bo Gabriel (ESSEC Douala).

Dans les pays en voie de développement, l'on a rarement accordé à la maintenance des équipements la place qu'elle mérite dans la production industrielle. Beaucoup de dirigeants d'entreprises l'ont souvent confinée au dépannage et à la réparation des équipements de production menacés de vieillissement et d'usure.

Pourtant, les problèmes posés par la maintenance des équipements dans un environnement industriel aussi difficile que celui des pays en voie de développement sont complexes, et tiennent à plusieurs raisons : absence quasi totale des possibilités de sous-traitance, éloignement des sources d'approvisionnement en pièces de rechange, longs délais et aléas dans la livraison de ces pièces etc. A titre d'exemple, un audit réalisé par le groupe GDS INTERNATIONAL NV en Afrique, et portant sur environ deux cents usines et ateliers de différentes tailles et de diverses branches, a révélé que 50 % des indisponibilités techniques découlant d'une maintenance défectueuse sont dues à un défaut de pièces de rechange.

C'est pour cela qu'après avoir rappelé les objectifs de la maintenance et traité des principes fondamentaux de l'organisation de cette dernière dans les pays en voie de développement, nous aborderons l'analyse de ces pièces de rechange lors de la phase de conception et de montage de l'usine. La démarche suivante consistera à attirer l'attention sur la codification des pièces de rechange et à mettre en exergue l'importance de leur gestion. Enfin, nous ne terminerons pas sans parler de la nomenclature dans la gestion de la maintenance des équipements industriels.

Que ce soit au niveau de l'investisseur, du constructeur d'équipements industriels ou de l'éducateur, un flou a longtemps subsisté et subsiste encore dans les esprits à propos de la portée de la maintenance.

Le système GDS définit la maintenance comme une fonction (productive) de la production, qui vise à assurer de manière continue, à un coût optimal, la disponibilité maximale des installations de production et de leurs annexes, ceci à un minimum économique de temps d'arrêt. Pour ce faire, la maintenance exige d'importants et d'adéquats moyens tant humains que matériels. Les principaux objectifs sont :

— Optimiser la fiabilité du matériel.

— Veiller de manière continue au bon état de marche des installations.

— Ramener le plus rapidement possible en état de marche l'équipement défectueux.

— Améliorer la sécurité au travail.

— Augmenter la productivité des installations existantes, ainsi que la capacité de production, grâce à des modifications ou à de nouvelles extensions.

— Conseiller la direction d'usine et la fabrication en matière de maintenance.

— Former le personnel dans les spécialités spécifiques à la maintenance.

— Assurer la bonne exploitation des services de production et

de distribution d'énergies et fluides.

La maintenance doit en principe se situer sur le même niveau hiérarchique que la fabrication. Elle doit pouvoir, en référant à cette dernière, ordonner l'arrêt d'une machine défectueuse quand la nécessité se fait sentir. Que la maintenance soit améliorative (ou adaptative), qu'elle soit préventive, auscultative, curative, ou qu'elle consiste en la confection propre de pièces de rechange par l'usine elle-même, elle doit assurer la continuité et la qualité constante de la production. Voyons dans les détails les méthodes de la maintenance :

## LA MAINTENANCE AMÉLIORATIVE

Grâce à un certain nombre de travaux, (travaux de sécurité, travaux d'amélioration de la qualité et de la quantité de production), la maintenance améliorative recherche systématiquement les améliorations du matériel, lesquelles améliorations consistent en la réduction des temps d'arrêt des machines, des coûts d'exploitation et de maintenance.

Pratiques pendant les deux ou trois premières années de fonctionnement de l'usine, elle doit être privilégiée lors de la

phase de mise en route et de montage des installations.

## LA MAINTENANCE PRÉVENTIVE

La maintenance préventive agit par anticipation et intervient par périodes fixes sur le matériel pour en détecter les anomalies et usures prématurées ; elle doit y porter remède avant que la panne ne se produise et paralyse entièrement la production.

Elle limite en outre le vieillissement du matériel, améliore l'état de ce dernier, intervient à temps pour éviter l'aggravation de la panne (et donc les coûts élevés de réparation et l'arrêt total de la fabrication) ; elle limite les risques de panne, évite les consommations exagérées de matières, énergies ou fluides, supprime les causes d'accidents graves...

La maintenance préventive procède par des visites systématiques (inspection du matériel, interventions occasionnelles ou systématiques, révisions, travaux courants etc). Elle ne doit cesser que lorsque le matériel ne sert plus que de matériel de secours. Lorsqu'elle est le fruit d'un programme bien élaboré et intégré dans la réalité de l'usine, la maintenance préventive demeure l'un des moyens les plus sûrs pour lutter contre les arrêts des machines.

## LA MAINTENANCE AUSCULTATIVE

La maintenance auscultative est une technique récente de prévention de pannes. Elle permet, sans démontage, de « sonder » l'état d'usure du matériel sans interrompre son fonctionnement ; d'ou des gains précieux en temps pour la production.

En revanche, elle nécessite un équipement coûteux et un personnel qualifié, car elle procède par les analyses de bruit, des vibrations de la machine, la thermographie, le spectre de fréquences et l'analyse par ultra-sous.

## LA MAINTENANCE CURATIVE

On l'appelle encore maintenance corrective

Elle est particulièrement indiquée pour les dépannages de machines dont le mauvais état entrave le fonctionnement normal de l'équipement, partiellement ou entièrement. Elle intervient également dans les réparations des machines, dans les limites et contraintes de temps et de moyens.

Le travail ici doit être méthodique, et nécessite une bonne préparation (gestion des informations) afin de terminer les réparations dans les délais requis. Ceci évitera les temps

de levée. Abbréviation royale. D'un bout à l'autre du tendon. 7. Partie de pain. Prévenir. 8. Exercices. 9. Brames. Revendu. 10. Transvases.

éléments nécessaires, définition dudit travail. Responsables des techniques de la maintenance, elles définissent les moyens à mettre en œuvre pour accomplir le travail.

La préparation quant à elle décrit le travail et le décompose en opérations. Elle s'applique notamment aux travaux planifiés. Les études et travaux neufs doivent concourir aux modifications et aux petites extensions qui améliorent la qualité et la quantité de la production.

coiter. VI. Ecureuil de chêne. Bateau. VII. Voyelles. Répéter. VIII. Colère des anciens. Direction. IX. Songe. Met à l'épreuve. X. Alcaloïde toxique. Préposition.

## SOLUTION DU PROBLÈME N° 137

**HORIZONTALEMENT.** 1. Pâtisseries. 2. Utilitaire. 3. RT. 4. Générateur. 5. Ana. Eté. Se. 6. TT. Eson. 7. Oïson. ES. 8. Iscran. Tec. 9. RM. SS. EU. 10. Eet. Entrée.

**VERTICALEMENT.** 1. Purgatoire. 2. Attentisme. 3. Ti. Na. Sc. IV. ILLe. Mois. V. Si. Re. Nase. VI. Strate. VII. IA. Text. UT. VIII. Eire. Ter. IX. RR. Usnée. X. Serre. Sève.

## Le jeu des 8 erreurs



doit p. L'APRÈS  
loisir d'indépendance vis-à-vis des fournisseurs. Elle doit se baser sur des critères économiques de coût ; sinon on recourt sans hésitation à la possibilité de commandes.

La gestion de la maintenance proprement dite assurera le contrôle et la maîtrise des coûts de la maintenance. Cette cellule « gestion de la maintenance » travaillera en étroite collaboration avec la comptabilité de l'usine pour mieux assurer cette maîtrise.

L'exécution du travail sera facilitée par une bonne préparation et un planning efficace qui évitent les pertes de temps entraînant de ce fait un faible taux d'utilisation du personnel de maintenance.

Il faudra prévoir les instructions et l'outillage nécessaires au contrôle du travail à tous les niveaux (sur le chantier, dans les ateliers ou lors des travaux sous-traités).

M. G. (ESSEC-Douala).

Prochain article :

La nécessité de maîtriser les dépenses

Les méthodes - pensent - en fait le travail à faire, en le préparant : rassemblement des





## POSTES VACANTS A LA B.A.D.

Le ministre des Finances de la République du Cameroun a l'honneur de porter à la connaissance du public que les postes ci-après de professionnels à pourvoir en 1984 sont vacants à la Banque africaine de Développement 01 B.P. 1387 Abidjan 01 - Côte d'Ivoire.

Il s'agit de :

### I. PERSONNEL

2 CONSEILLERS (Présidence), 1 Directeur-adjoint (Trésorerie), 1 conseiller général adjoint, 3 ingénieurs civils, 1 chargé de l'acquisition des biens et services, 3 agronomes, 1 architecte, 1 ingénieur sanitaire, 3 chargés de prêts, 2 économistes de recherche, 1 conseiller juridique, 1 traducteur, 1 éditeur, 1 interprète, 1 chargé des stocks, 1 chargé du personnel, 2 experts en organisation et méthode, 6 experts informatiques, 1 chargé des finances.

### II. PERSONNEL DE L'ASSISTANCE TECHNIQUE

2 Réviseurs, 1 éditeur, 1 analyste des projets, 1 expert de l'environnement, 2 experts en santé, 1 architecte, 1 économiste en éducation, 1 ingénieur en irrigation, 1 vétérinaire, 1 expert en forêt, 1 agronome, 3 économistes des trans-

ports, 2 ingénieurs en télécommunications, 2 ingénieurs sanitaires, 2 ingénieurs des Ponts et Chaussées, 1 expert des aéroports, 1 ingénieur des chemins de fer, 2 analystes financiers, 1 hydro-géologue, 1 ingénieur agro-industriel, 1 ingénieur des Eaux, 1 analyste financier, 1 spécialiste des prêts, 1 expert en développement des systèmes, 3 experts informatiques, 1 spécialiste en management, 1 conseiller en formation.

### III. SALAIRES

Les postes de conseillers et de directeurs adjoints ont le niveau D, tandis que les grades des autres postes de professionnels seront déterminés conformément aux qualifications et expériences des candidats sélectionnés.

En principe, ces grades varient du P2/1 à P3/4 selon l'actuel barème sur les points d'entrée de la Banque.

Les dossiers de candidature comprenant une demande et un curriculum vitae détaillé doivent être adressés dans les meilleurs délais possibles au ministère des Finances, Direction des contrôles économiques et des Finances extérieures.



## TELEPHONES UTILES

### YAOUNDE

**SERVICES MEDICAUX**  
Hôpital Central : 23.40.20 Hôpital Jamot : 22.31.65

### PHARMACIES DE GARDE

- ☛ Pharmacie Nham
- ☛ Pharmacie de Mfoundi
- ☛ Pharmacie Nouvelle
- ☛ Pharmacie Camerounaise
- NUIT : ☛ Pharmacie Nham

### SERVICES DE POLICE

Police Secours : 17 Pompiers : 18 - Commissariat central : 23.22.01 et 22.37.11 - Brigade provinciale de la Police Judiciaire : 23.04.22 - Délégation générale : 22.17.11 - Gendarmerie : 23.35.00 - Commissariat Chemins de fer : 23.36.44 - Gendarmerie de Yaoundé : 23.05.79 et 22.07.81.

### DOUALA

### SERVICES MEDICAUX

Hôpital Laquintinie : 42.68.68

### PHARMACIES DE GARDE

- ☛ Pharmacie Nouvelle
- ☛ Pharmacie du Wouri
- ☛ Pharmacie de Douala
- ☛ Pharmacie du Pont
- NUIT : ☛ Pharmacie du Pont

### SERVICES DE POLICE

Police Secours : 17 Pompiers : 18 - Commissariat central : 42.55.25 - Gendarmerie : 42.19.80 - Compagnie Mobile d'Intervention : 42.73.20 - Commissariat spécial du port : 42.05.00 - Commissariat spécial des Chemins de fer : 42.44.00.



## HORAIRES DES TRAINS

TRAINS	Gare de départ	Heure de dép.
<b>LIGNE OUEST</b>		
<b>DOUALA/NKONGSAMBA</b>		
Omnibus 161	Douala	7 h 30
<b>DOUALA/KUMBA</b>		
Omnibus 165	Douala	15 h 00
<b>MBANGA/DOUALA</b>		
Omnibus 162	Mbanga	7 h 55
<b>NKONGSAMBA/DOUALA</b>		
Omnibus 166	Nkong	8 h 24
<b>LIGNE TRANSCAM 1 DOUALA/YAOUNDE</b>		
Omnibus 3	Douala	8 h 30
Autorail 1	Douala	12 h 00
Express couch. 101	Douala	20 h 30
Omnibus 4	Yaoundé	7 h 30
Autorail 2	Yaoundé	12 h 00
Express couch. 102	Yaoundé	21 h 00
<b>DOUALA/EDEA</b>		
Express 103	Douala	17 h 15
<b>LIGNE TRANSCAM 2 YAOUNDE/NGAOUNDERE</b>		
Autorail 11	Yaoundé	7 h 45
<b>YAOUNDE/BELABO</b>		
Autorail 13	Yaoundé	15 h 50
Express couch. 111	Yaoundé	19 h 10
Autorail 12	Belabo	6 h 00
Autorail 14	Ngaoundere	7 h 00
Express couch. 112	Ngaoundere	19 h 20

## SELECTION RADIO DU LUNDI 6 FEVRIER 1984

### INFORMATIONS :

FLASH : 6h00 - 8h00 - 9h00 - 10h00 - 11h00 - 12h00 - 17h00 - 18h00 - 24h00  
JOURNAL PARLE : 7h00 - 13h00 - 20h00 - 23h00  
THE NEWS : 6h30 - 15h00 - 19h00 - 22h00  
CHANSON DU JOUR : Papa Endenguele par Samira Endong

### EMISSION REGULIERES :

5h30 Un jour pas comme les autres - 6h05 Rhythm at dawn - 6h20 Traditional music - 7h15 Un jour pas comme les autres - 8h05 Avis de recherche S.O.S. Solidarité - 9h05 Variety - 9h30 African theatre - 10h05 Success hour - 11h05 Roue libre - 12h05 Cameroun magazine - 14h00 Luncheon date - 15h20 Variety music - 15h30 Catholic echoes

### APRES-MIDI :

16h00 Bon après-midi, édition axée sur les problèmes de santé. Ainsi il sera question du secourisme et de l'état de choc dû à une défaillance de l'appareil circulatoire. On parlera aussi de la tension artérielle - 17h30 Changement de fréquences

### SOIREE :

17h40 English by radio "Better english pronunciation" - 18h05 Culture and society - 19h15 Teacher's quarters - 19h30 Reprise des programmes en français avec les caméras du développement. Ce soir, la parole aux ministères de l'Agriculture et de l'Elevage - 19h40 Radio service suivie de la musique traditionnelle - 20h30 Bonne nuit les enfants et page nécrologique - 20h40 UNC Informations - 21h05 Au cœur d'une oeuvre, le magazine littéraire réalisé par Gerba Malam qui reçoit M. Nana Modu pour son œuvre « Le modèle africain de la démocratie » - 21h45 The evening song - 22h15 Variétés - 22h30 Le magazine de l'UNESCO. L'édition de ce soir revient sur la conférence intergouvernementale sur l'éducation pour la compréhension, la coopération et la paix - 22h50 Variétés - 23h15 Nouveautés du disque - 00h05 Terminus - 01h00 Fin des émissions sur le poste national.

## CONVOCATION

## DU PERSONNEL ENSEIGNANT

Le délégué provincial de l'Éducation nationale pour le Centre et le Sud invite les personnes dont les noms suivent, retenues dans le cadre du recrutement des agents décisionnaires pour l'année 1983-1984, à venir compléter leurs dossiers avant le samedi 04 février 1984 dernier délai. Passé cette date, celles-ci seront considérées comme démissionnaires et immédiatement remplacées.

Il s'agit de : Mme eufe, née Womdji Dorette, M. Mandeng Iohic, Mme Bikay, née Bayang Juliette, Mme Nya Lydie, Mlle Nyangomo M. François, M. Bonanga Georges, Mme Aka, née Mindzène M. Paule, Mlle Eyenga Jeanne, Mme Ndji Myogo, Mlle Minko M. Ndille Annie, Mme Rayoi, née Mekongo Bernadette, Mlle Mang Mbaila Esther.



JOUR	VOL	Départ	Arrivée	Départ	Arrivée
		BLA	YAO	YAO	BLA
Lundi	UY 710	07.00	07.35	08.05	08.35
	UY 711	08.30	10.05	17.00	17.35
	UY 712	16.30	17.05	17.35	18.05
	UY 713	18.30	19.05	19.35	20.05
	UY 714	21.20	21.55	22.25	22.55
	UY 715	23.00	23.35	23.35	23.35
	UY 716	07.00	07.35	07.35	08.00
	UY 717	07.00	07.35	08.05	08.35
	UY 718	08.00	08.35	10.25	10.55
	UY 719	14.30	15.05	15.25	16.05
Mardi	UY 720	15.00	15.35	15.40	16.10
	UY 721	19.00	19.35	20.05	20.35
	UY 722	07.00	07.35	08.05	08.35
	UY 723	08.00	08.35	10.25	10.55
	UY 724	09.00	09.35	10.25	10.55
	UY 725	14.30	15.05	15.25	16.05
	UY 726	15.00	15.35	15.40	16.10
	UY 727	19.00	19.35	20.05	20.35
	UY 728	07.00	07.35	08.05	08.35
	UY 729	08.00	08.35	10.25	10.55
Mercredi	UY 730	09.00	09.35	10.25	10.55
	UY 731	16.00	16.35	16.35	17.05
	UY 732	16.00	16.35	17.05	17.35
	UY 733	19.00	19.35	20.05	20.35
	UY 734	07.00	07.35	08.05	08.35
	UY 735	08.00	08.35	10.25	10.55
	UY 736	09.00	09.35	10.25	10.55
	UY 737	14.30	15.05	15.25	16.05
	UY 738	15.00	15.35	15.40	16.10
	UY 739	19.00	19.35	20.05	20.35
Jeudi	UY 740	07.00	07.35	08.05	08.35
	UY 741	08.00	08.35	10.25	10.55
	UY 742	09.00	09.35	10.25	10.55
	UY 743	14.30	15.05	15.25	16.05
	UY 744	15.00	15.35	15.40	16.10
	UY 745	19.00	19.35	20.05	20.35
	UY 746	07.00	07.35	08.05	08.35
	UY 747	08.00	08.35	10.25	10.55
	UY 748	09.00	09.35	10.25	10.55
	UY 749	14.30	15.05	15.25	16.05
Vendredi	UY 750	15.00	15.35	15.40	16.10
	UY 751	19.00	19.35	20.05	20.35
	UY 752	07.00	07.35	08.05	08.35
	UY 753	08.00	08.35	10.25	10.55
	UY 754	09.00	09.35	10.25	10.55
	UY 755	14.30	15.05	15.25	16.05
	UY 756	15.00	15.35	15.40	16.10
	UY 757	19.00	19.35	20.05	20.35
	UY 758	07.00	07.35	08.05	08.35
	UY 759	08.00	08.35	10.25	10.55
Samedi	UY 760	09.00	09.35	10.25	10.55
	UY 761	16.00	16.35	16.35	17.05
	UY 762	16.00	16.35	17.05	17.35
	UY 763	19.00	19.35	20.05	20.35
	UY 764	07.00	07.35	08.05	08.35
	UY 765	08.00	08.35	10.25	10.55
	UY 766	09.00	09.35	10.25	10.55
	UY 767	14.30	15.05	15.25	16.05
	UY 768	15.00	15.35	15.40	16.10
	UY 769	19.00	19.35	20.05	20.35
Dimanche	UY 770	07.00	07.35	08.05	08.35
	UY 771	08.00	08.35	10.25	10.55
	UY 772	09.00	09.35	10.25	10.55
	UY 773	14.30	15.05	15.25	16.05
	UY 774	15.00	15.35	15.40	16.10
	UY 775	19.00	19.35	20.05	20.35
	UY 776	07.00	07.35	08.05	08.35
	UY 777	08.00	08.35	10.25	10.55
	UY 778	09.00	09.35	10.25	10.55
	UY 779	14.30	15.05	15.25	16.05

VOL	OLA	YAO	NGE	GAR	MAR
<b>LUNDI</b>					
UY 794	09.30	10.05	11.30	12.40	
UY 820	21.30	10.35	11.55		
<b>MARDI</b>					
UY 782	09.00	09.35	11.15	12.10	
<b>MERCREDI</b>					
UY 784	09.00	09.35	11.00	12.05	12.55
<b>JEUDI</b>					
UY 786	09.00	09.35	11.15	12.10	
UY 596	20.20	10.05	21.25	22.25	
<b>VENREDI</b>					
UY 796	09.00	09.35	11.15	12.10	
<b>SAMEDI</b>					
UY 798	09.00	09.35	11.00	12.05	12.55
UY 798	21.05	10.05	11.25	22.10	
<b>DIMANCHE</b>					
UY 792	09.00	09.35	11.00	12.05	12.55

VOL	MAR	GAR	NGE	YAO	OLA
<b>LUNDI</b>					
UY 795	13.50	14.20	15.00	17.00	
<b>MARDI</b>					
UY 821		07.00	07.35	08.20	
UY 783	13.20	13.50	14.50	16.10	17.10
<b>MERCREDI</b>					
UY 785	14.00	14.30	15.05	17.05	
<b>JEUDI</b>					
UY 787	13.20	13.50	14.50	16.10	17.10
<b>VENREDI</b>					
UY 599		06.15	06.50	08.15	
UY 797	13.00	13.30	14.50	16.05	
<b>SAMEDI</b>					
UY 791	14.00	14.30	15.05	17.05	
<b>DIMANCHE</b>					
UY 799		06.15	06.50	08.15	
UY 793	14.00	14.30	15.05	16.50	17.50

## AFRIQUE

## TANZANIE

## L'UNION EN CRISE

L'union tanzanienne, qui fête en avril prochain son vingtième anniversaire, traverse en ce moment la crise la plus grave de son histoire avec l'éclatement au grand jour des tensions entre Zanzibar et l'ancien Tanganyika.

Le président du gouvernement autonome de Zanzibar, M. Aboud Jumbe, et son Premier ministre, le général Ramhadani Faki, viennent tous deux de démissionner, à moins d'une semaine d'intervalle, tandis que le ministre de la Justice de Zanzibar, M. Bashir Abbassah Kway-Swanzi, et l'un de ses prédécesseurs, M. Wolfgang Durado, étaient arrêtés, cette semaine, et transférés à Dar-Es-Salam pour y être interrogés.

Le chef de l'Etat tanzanien, M. Julius Nyerère, dans un discours de plus de deux heures devant le parlement, a accusé mercredi le Premier ministre de Zanzibar et certains juristes de l'île de vouloir provoquer une querelle constitutionnelle, « afin de rester au pouvoir, comme les anciens sultans » qui régnaient sur l'île, jusqu'à la révolution de 1964.

Les « éléments anti-union » voulaient pousser à la révolte zanzibari et l'île de Pemba (qui lui est associée), a ajouté le président dans son intervention retransmise par la radio dans tout le pays.

La crise de la fédération tanzanienne a éclaté lors d'une réunion, la semaine dernière, à Dodoma (la future capitale tanzanienne), du comité exécutif national du parti unique tanzanien, le CCM (Chama Cha Mapinduzi) pour étudier des amendements à la constitution « provisoire » d'avril 1964, créant l'union tanzanienne.

Ces modifications à la charte fondamentale étaient relativement mineures et portaient notamment sur la durée du mandat et les fonctions respectives du président, du vice-président et du Premier ministre de la République. Mais à l'occasion du débat sur ce sujet, débat largement reproduit dans les colonnes de la presse officielle, de nombreuses voix se sont élevées à Zanzibar pour demander la création d'un système plus égalitaire entre la Tanzanie continentale et Zanzibar.

M. Durado, qui a pourtant été l'un des auteurs de la constitution de 1964, a notamment lancé une véritable campagne à Zanzibar et à l'étranger, pour critiquer l'actuel partage des responsabilités entre l'île et le continent.

L'union tanzanienne est en effet un peu déséquilibrée, car le gouvernement fédéral est compétent à la fois pour les questions relevant de l'union (Défense, Affaires étrangères, Intérieur), mais aussi pour celles qui ne concernent que le continent. Le président de Zanzibar est vice-président de la République unie de Tanzanie, mais le gouvernement de l'île n'est compétent que pour les affaires de Zanzibar et de Pemba.

M. Durado, suivi en cela par de nombreux Zanzibarites, souhaitait que la constitution soit aménagée de façon à instituer trois gouvernements, un pour Zanzibar, un pour le continent et un pour les affaires de l'union.

M. Jumbe, président réservé et souvent absent de Zanzibar, a laissé ce débat se poursuivre et prendre une telle

ampleur que M. Nyerère a apparemment jugé utile de procéder à une reprise en main. Jugé trop mou, M. Jumbe a donc dû présenter sa démission et a été remplacé — temporairement — par son ministre chargé des Affaires de l'union, M. Ali Hassan Mwinyi.

Aucun Zanzibarite ne s'est prononcé en faveur de la sécession de l'île, lors du présent débat. Mais le mécontentement des habitants de Zanzibar à l'égard de l'union est alimenté par la crise économique très sérieuse que

traverse la Tanzanie continentale, et qui rejait sur l'île.

Les quelque 500.000 habitants de Zanzibar et de Pemba bénéficiaient jusqu'à présent d'un niveau de vie sensiblement supérieur à celui de leurs compatriotes du continent, grâce notamment aux revenus tirés du clou de girofle. Mais les revenus tirés de cette épice baissent chaque année, et les Zanzibarites considèrent qu'ils ne reçoivent pas leur part de l'aide extérieure généreusement distribuée dans le reste de la Tanzanie.

## SOUDAN

TROIS MORTS  
ET SEPT BLESSÉS  
AU COURS DE L'ATTAQUE  
D'UNE CITE  
POUR ETRANGERS

Trois employés étrangers de compagnies pétrolières ont été tués et sept autres blessés dont trois grièvement, jeudi matin lorsqu'un commando armé a attaqué une cité pour étrangers de la compagnie pétrolière Chevron située à Rubkoma dans le sud du Soudan, rapporte l'agence soudanaise de presse SUNA.

Le commando composé de quinze à vingt hommes armés venant d'Éthiopie, a affirmé le général Omer Mohamed Tayeb, vice-président du Soudan et chef des services de sécurité soudanaise cité par SUNA. Les trois tués sont un Britannique, George A. McFee, un Philippin, Rudy Migulino, et un Kenyan, Jackson Wythaka, précise SUNA.

L'attaque fait partie d'une « conspiration » visant à faire obstacle au développement au Soudan, a affirmé le général Tayeb. Le Soudan ne laissera pas ses ennemis mettre à exécution leurs complots, a-t-il ajouté. Selon SUNA, le général Tayeb a rencontré jeudi le directeur général de la compagnie américaine Chevron auquel il a assuré que les forces armées soudanaises assureraient la protection des employés des compagnies pétrolières. Ces derniers mois, d'importants troubles ont affecté le sud du Soudan. Les mutineries au sein de l'armée (notamment à Bor et Pibor en juin 83) se sont multipliées

et les attaques contre les commerçants, pour la plupart des musulmans du nord, fréquentes. Cette situation a entraîné une tension dans les relations du Soudan et de l'Éthiopie, accusée en novembre dernier par le président soudanais Nimeiry, de recruter et d'entraîner de jeunes dissidents soudanais au sud contre le gouvernement.

## SENEGAL

FERMETURE  
DE L'AMBASSADE  
D'IRAN A DAKAR

L'ambassade d'Iran à Dakar a été fermée au début de cette semaine, sur ordre des autorités sénégalaises a-t-on appris samedi, de sources informées, à Dakar. Les autorités sénégalaises, selon ces sources, ont notamment reproché au personnel de cette ambassade de s'être livré à de la « propagande intégriste » auprès d'associations musulmanes sénégalaises et auprès de la communauté musulmane libanaise au Sénégal, d'avoir financé des associations sénégalaises ainsi que des journaux, et d'avoir, sans autorisation, renforcé ses effectifs et organisé pour des sénégalais des voyages à la Mecque, en dépit de nombreuses mises en garde.

Cette décision est intervenue une semaine après l'expulsion de Dakar de trois Iraniens entrés irrégulièrement au Sénégal, apprenant de sources sûres.

L'ambassade iranienne, qui avait compétence sur les autres pays de l'Afrique de l'Ouest, était la première ambassade établie par l'Iran en Afrique noire. Depuis plus de trois ans, elle était dirigée par un chargé d'affaires, M. Moheb Ali, qui doit quitter Dakar aujourd'hui en même temps que les deux autres membres de l'ambassade. Le Sénégal, précise-t-on de sources informées, n'a cependant pas rompu des relations diplomatiques avec l'Iran. Avant la chute du Shah d'Iran, en 1979, Dakar et Téhéran entretenaient de très bonnes relations politiques et économiques. L'Iran avait ouvert sa première ambassade en Afrique noire à Dakar, et l'ancien Président sénégalais, M. Léopold Sédar Senghor, s'était rendu à trois reprises en visite à Téhéran. Un grand projet de raffinerie et mise en valeur du phosphate sénégalais, comportant notamment un port et des usines, était prévu au Sénégal, avec participation iranienne. Ce projet a été suspendu avec l'arrivée au pouvoir du régime islamique iranien.

Les nouveaux pneus Michelin sont arrivés!

XZP XZB

davantage de robustesse  
encore plus d'adhérence  
toujours aussi économes de carburant.Pour l'équipement complet  
des poids lourds routiers

MICHELIN : la qualité qui dure.

Vient de paraître

Aux Editions SOPECAM

« Le message  
du renouveau »

—eil bilingue des discours et interviews du  
Président de la République Unie du Cameroun  
Une source d'inspiration permanente pour tous  
les Camerounais

Un guide pour tous les responsables

En vente à la SOPECAM (Route de l'aéroport),  
à la Librairie C.L.E. et aux différentes agences  
SOPECAM de Douala, Buéa, Bamenda et Garoua.



## AFRIQUE

## LIBAN

CENT MORTS  
ET 400 BLESSES AU COURS  
DES DERNIERS COMBATS

• Le Premier ministre menace  
de démissionner.

L'échec des derniers efforts saoudiens pour sortir la crise libanaise de l'impasse a marqué le point de départ de la plus dangereuse escalade militaire depuis l'accession au pouvoir du Président Amine Gemayel, en septembre 1982 et la venue au Liban d'une force multinationale composée de pays occidentaux.

Les combats dans la banlieue-sud de Beyrouth ont fait cent morts et quatre cents blessés depuis jeudi, a affirmé samedi un responsable du mouvement « AMAL » dans la banlieue-sud de Beyrouth. Selon lui, une quarantaine d'enfants figurent parmi les blessés. De source officielle libanaise, aucun bilan précis des victimes n'a encore été publié. Selon un bilan partiel publié depuis vendredi, il y aurait trente cinq morts et une quarantaine de blessés dans l'ensemble des régions qui ont été la cible des tirs. En plus de la dégradation de la situation militaire, le Liban s'achemine depuis samedi vers une crise politique. Le Premier ministre Chafic Wazzan menace de démissionner. En attendant l'annonce officielle de sa démission, deux ministres musulmans du gouvernement libanais présidé par M. Chafic Wazzan, MM. Adnane Mroue (Chiite) et Bahaeddine BSAT (Sunnite), ont présenté samedi après-midi leur démission, a indiqué le ministre de la santé, M. Mroue. Selon lui, sa démission ainsi que celle de M. Bahaeddine BSAT, ministre des ressources hydrauliques, de l'habitat et des coopératives, sont motivées par « la dégradation de la situation de la sécurité qui a dépassé toutes les limites ». Cette démission qui n'a pas encore été annoncée de source officielle, intervient quelques heures après la déclaration du chef de l'Etat. Ces prises de position viennent renforcer l'opposition pro-syrienne, et en particulier M. Walid Joublatt, bien décidé à obtenir le départ du Président Gemayel, bien que ses partenaires libanais ne paraissent pas le suivre sur ce point.

D'autres signes soulignant la gravité de la situation sont apparus. M. Chafic Wazzan, Premier ministre, a une nouvelle fois demandé vendredi soir d'être relevé de ses fonctions pour permettre la formation d'un gouvernement d'union nationale. Or, dans les circonstances actuelles, c'est impossible ; l'opposition demandant qu'un accord politique soit auparavant conclu. Deux ministres ont cependant démissionné samedi, marquant la rupture de l'unité du cabinet.

Il y a quelques jours, la principale personnalité sunnite de Beyrouth, M. Saeb Salam, ancien Premier ministre, a également pris ses distances avec le pouvoir en affirmant que la plupart des décrets et des textes adoptés par le gouvernement sont anti-constitutionnels. Du mouvement politico-militaire chiite « AMAL » demandant « la démis-

sion des ministres musulmans et nationalistes du gouvernement, à l'exception de celle de M. Chafic Wazzan ».

## URSS

MALGRE L'AGGRAVATION DE  
LA TENSION INTERNATIONALE  
AUCUN CHANGEMENT  
EN POLITIQUE ETRANGERE

L'URSS ne déviara pas de sa ligne et malgré le climat international actuel « critique », s'en tiendra à la politique extérieure qu'elle a définie lors de ses congrès, a affirmé vendredi le comité central du PCUS, dans une déclaration diffusée par l'agence Tass. Le texte est adressé à « tous les électeurs et citoyens d'Union Soviétique », qui doivent élire leurs députés au Soviet Suprême (parlement) le 4 mars prochain. Le comité central affirme être conscient de la « gravité de la situation politico-militaire », mais ne pas vouloir cependant la « dramatiser ».

Le comité central du PCUS accuse d'autre part une nouvelle fois les « forces impérialistes ultra-réactionnaires » d'être responsables de la détérioration du climat international et s'en prend à l'administration américaine. « qui aggrave délibérément les relations avec l'URSS et se livre aux provocations les plus sales contre les pays socialistes ». Evoquant le début du déploiement sur le continent européen des Pershing II et des missiles de croisière, « à notre porte », le CC du PCUS estime qu'il s'agit là d'une « menace pesant sur la sécurité de l'URSS et de la communauté socialiste tout entière » et d'une « mesure extrêmement hostile à la cause de la paix ».

« Les mesures de retorsion adoptées par l'URSS et ses alliés du pacte de Varsovie ont reçu l'entière approbation de notre peuple et des travailleurs (des autres pays de la communauté socialiste). Elles ont rencontré la compréhension et le soutien de tous les hommes de bonne volonté à l'étranger », affirme le texte.

## OFFRE D'EMPLOI

Organisation internationale du travail recherche  
**SECRÉTAIRE-COMPTABLE** sachant parfaitement dactylographier en français et en anglais.

Débutants s'abstenir.

Les candidatures complètes (C.V. et photocopies des diplômes) seront adressées à l'O.I.T. BP. 13 Yaoundé.  
(Joindre une enveloppe timbrée pour réponse).

## ITALIE — LIBYE

LE MINISTRE ITALIEN DES AFFAIRES  
ETRANGERES EN VISITE A TRIPOLI

Le ministre italien des affaires étrangères, M. Giulio Andreotti est arrivé samedi à Tripoli pour une visite officielle de 48 heures destinée à renouer le dialogue politique entre l'Italie et la Libye, pratiquement interrompu depuis la visite du numéro deux libyen M. Abdel Salam Jalloud à Rome en mai 1982. M. Andreotti aura des entretiens avec le colonel Kadhafi, chef de la révolution libyenne, et avec le secrétaire (ministre) libyen des Affaires étran-

gères, M. Abdel Atir El Obeidi. Cette visite intervient alors que les relations entre les deux pays, excellentes sur le plan économique où l'Italie est le premier partenaire de la Libye, sont assombries sur le plan politique par la revendication libyenne de « réparations » italiennes pour les « dommages » de la colonisation et de la seconde guerre mondiale.

La visite de M. Andreotti coïncide avec celle de son homologue français, M. Claude Cheysson, qui est porteur d'un message du Président François Mitterrand au colonel Kadhafi. Il n'était cependant pas possible, samedi à Rome, de savoir si les deux ministres occidentaux se rencontreraient à Tripoli. A l'inverse de M. Cheysson, qui se rend à Tripoli pour discuter exclusivement du problème du Tchad, M. Au-

dreotti, qui avait déjà rencontré en 1973 le colonel Kadhafi, alors qu'il était lui-même président du conseil, abordera surtout des contentieux d'ordre bilatéral. Il devrait ainsi être question des indemnités de guerre octroyées depuis plusieurs années par la Libye à l'Italie. Celle-ci estime s'en être déjà acquittée par le traité de 1956, qui accordait 1,5 millions de dinars de l'époque à l'ancien régime du Roi Idriss. M. Andreotti a-t-on indique de source diplomatique, devrait aussi inviter le gouvernement libyen à observer une attitude moins agressive au plan international, et lui fournir des assurances sur l'installation à Comiso (Sicile) de missiles de croisière destinés à contrebalancer les S.S. — 20 déployés par l'URSS en Europe occidentale.

## OFFRE D'EMPLOI

## KEANG NAM ENTERPRISES, LTD

Leader mondial de la construction recherche  
pour ses bureaux et chantiers de Douala,  
Yaoundé, Abong-Mbang et Ebolowa.

- Un Architecte de nationalité camerounaise bilingue (Fra-Ang)
- Un ingénieur civil bilingue
- Un cadre administratif et un (e) adjoint bilingues
- Une (e) comptable et un (e) aide comptable bilingues
- Un responsable d'achat de matériel bilingue
- Un opérateur sur ordinateur
- Un interprète bilingue
- Une (e) secrétaire bilingue
- Une (e) dactylographe bilingue
- Un chauffeur
- Un (e) cuisinier et un (e) aide

Veuillez envoyer rapidement vos C.V., références et prétentions à l'une des adresses suivantes

KEAN NAM CAMEROUN : B.P. 5356 Nlongkak, Yaoundé  
KEANG NAM FRANCE : 116, Av. des Champs Elysées,  
75008 Paris

Cam

## CAMEROON HELICOPTERS

## Spécialiste du Travail en Hélicoptère

HELICOPTERES TAXIS - PASSAGERS ET FRET - BAPTEMES DE L'AIR -  
EVACUATIONS SANITAIRES - TRAVAIL AERIEN - OFF SHORE



RESERVATIONS ET RENSEIGNEMENTS : DOUALA 42.02.22/00.82/29.93 TELEX 5395 KN  
CORRESPONDANT AIR AFFAIRES AFRIQUE DOUALA 42.59.94/29.93 TELEX 5364 KN YAOUNDE  
23.36.12

## AFRIQUE

## TCHAD

M. CHEYSSON DEVAIT RENCONTRER  
HIER LE COLONEL KADHAFI

• Il n'y a aucun différend fondamental avec Paris, selon le GUNT

Le ministre français des Relations extérieures, M. Claude Cheysson, est arrivé samedi en début d'après-midi à Tripoli, pour une visite de 24 heures en Libye, au cours de laquelle il devait s'entretenir avec le colonel Kadhafi de la crise tchadienne et des moyens d'enrayer la dégradation des relations franco-libyennes.

Le ministre français a été accueilli à son arrivée par M. Fawzi Al Chakchouki, secrétaire (ministre) libyen à la Planification, président de la commission mixte franco-libyenne créée en 1983. La visite de M. Cheysson à Tripoli, rappelée-t-on, intervient dans le cadre d'une tournée qu'il a déjà menée au Tchad, où il a rencontré le président tchadien Hissène Habré, et à Addis-Abeba où il s'est entretenu avec le colonel Mengistu Haile Mariam, chef de l'Etat éthiopien et président en exercice de l'Organisation de l'unité africaine (OUA).

Par ailleurs, M. Mahamat Abba Said, chef de la délégation du GUNT (opposition armée au président Hissène Habré), qui séjourne actuellement à Paris, a affirmé samedi qu'aucun différend fondamental n'oppose le GUNT au gouvernement socialiste français. Un dialogue permanent, a-t-il déclaré à l'AFP, nous permettra d'éviter des conflits, car nous sommes conscients que la contribution de la France au retour de la paix au Tchad sera importante.

Après avoir rappelé que la mission de la délégation avait pour objet de «dissiper les malentendus» existant entre le GUNT et le gouvernement français, M. Abba Said a précisé que les discussions avec les responsables français s'étaient déroulées dans un «climat de détente et de compréhension mutuelle».

La délégation qui est composée de MM. Facho Balaam et Allahou Taher, a eu un entretien vendredi matin avec M. Guy Penne, conseiller pour les affaires africaines du président de la République française, M. François Mitterrand, et a participé vendredi après-midi à une «séance de travail avec de hauts fonctionnaires des ministères des

relations extérieures et de la coopération».

Nous avons profité de l'occasion, a ajouté M. Abba Said, pour réaffirmer notre détermination à résoudre le conflit par des moyens pacifiques ».

« Nous sommes convaincus, a ajouté M. Abba Said, que la guerre n'est pas une solution au drame tchadien. Qu'on ne nous pousse donc pas à recourir à cette affreuse méthode qui ne peut qu'augmenter la souffrance de notre peuple ».

Le chef de la délégation du GUNT a réaffirmé que toute solution au conflit tchadien devait « inévitablement » passer par le GUNT. Nous sommes prêts à une nouvelle rencontre. Notre préférence serait qu'elle ait lieu — dans le cadre, bien sûr, de l'Organisation de l'unité africaine (OUA) — soit à Addis-Abeba, soit à Lagos. Mais nous restons ouverts à des discussions en vue de parvenir à un accord sur le pays d'accueil.

La délégation aura des contacts aujourd'hui avec les responsables du Parti socialiste et du Parti communiste français. Elle doit quitter Paris demain après-midi. Les entretiens qu'ont eus à Paris des personnalités tchadiennes font partie des « contacts que les autorités françaises ont en vue d'aider à l'instauration d'un dialogue de réconciliation nationale avec le gouvernement légal du président Hissène Habré, affirmaient samedi à Paris les milieux informés français.

Par ailleurs une délégation du «Gouvernement d'union nationale de transition» (GUNT), que dirige M. Goukouni Weddeye) a été reçue le 1<sup>er</sup> février dernier par le ministre nigérian des Affaires étrangères, M. Ibrahim Gambari, indique un communiqué reçu vendredi à l'AFP à Lagos. Selon ce communiqué, signé par M. Boukar Abdoul Nanassbaye, conseiller de

M. Goukouni Weddeye, un message émanant du président du GUNT a été transmis à M. Gambari pour être remis au chef de l'Etat nigérian, le général Mohammed Buhari.

LE GUNT REAFFIRME  
QUE DEUX AVIONS  
FRANÇAIS ONT ETE  
ABATTUS LE 25 JANVIER

Sur le plan militaire, l'accrochage entre des avions français et une colonne tchadienne du Gouvernement d'union nationale de transition (GUNT), le 25 janvier au nord du Tchad, a bien provoqué la perte de deux avions français, ont réaffirmé samedi à Lagos des responsables du GUNT.

Selon M. Boukar Abdoul Nanassbaye, conseiller de M. Goukouni Weddeye actuellement en visite au Nigéria, outre le Jaguar abattu sur place, le deuxième avion français touché n'a pas pu regagner sa base et s'est écrasé entre Massaguet et N'Djaména (située à une centaine de kilomètres au sud de Massaguet).

M. Boukar Abdoul a cependant ajouté que le pilote français avait pu s'éjecter à temps de l'appareil touché. Il a par ailleurs démenti que des missiles « Sam-7 » aient été utilisés, affirmant que les avions avaient été touchés par des tirs de « DCA ». A la suite de ces accrochages, la radio du GUNT, radio Bardai, avait déjà affirmé que deux Jaguar français avaient été abattus. Selon la version officielle française, un seul Jaguar avait été abattu (et son pilote tué), et un avion d'appui, un Mirage F-1, avait été endommagé.

## AFRIQUE AUSTRALE

L'ANC EN DESACCORD  
AVEC LE COMMUNIQUE  
FINAL DE LA SADCC :  
« PAS DE DETENTE  
SANS LUTTE ARMEE »

Le Congrès national africain (ANC), principal mouvement sud-africain de libération, a exprimé samedi son désaccord avec la position modérée adoptée vendredi soir par la Conférence de coordination pour le développement en Afrique australe (SADCC) vis-à-vis de Pretoria.

« Le communiqué final (de la réunion, qui s'est tenue à Lusaka, deux jours durant) reflète les positions de compromis des uns et des autres (...) Nous ne partageons pas le point de vue selon lequel il y aurait des signes de détente de la part de l'Afrique du Sud », a souligné, lors d'un entretien accordé à l'AFP, à Lusaka, le directeur de l'information de l'ANC, M. Thabo Mbeki.

Le communiqué final de la SADCC adopté par les neuf pays membres de la SADCC (Angola, Botswana, Lesotho, Malawi, Mozambique, Swaziland, Tanzanie, Zambie et Zimbabwe) et les 67 organismes internationaux et pays donateurs, occidentaux pour la plupart, note « des signes d'une position moins agressive de l'Afrique du Sud ».

« Nous avons été un peu surpris de ne pas avoir été invités, a ajouté M. Mbeki (aucun mouvement de libération d'Afrique australe ne l'a été) (...) nous avons assisté en tant qu'observateurs aux réunions précédentes. Mais on nous a expliqué qu'une décision prise en 1982 mais que nous ignorions — stipulant que les mouvements de libération ne seraient invités qu'aux réunions au sommet — Selon le responsable de l'ANC, le but ultime de l'Afrique du Sud est d'assurer sa sécurité intérieure. » Elle ne cessera ses actions destabilisatrices dans la région tant que l'ANC ne sera pas détruite et brisée et qu'elle ne sera entourée d'une constellation d'Etats prêts à lui dire oui », a-t-il affirmé.

Selon M. Mbeki, les troupes sud-africaines, malgré le va-et-vient diplomatique qui vient d'avoir lieu dans la région, sont toujours en Angola et en Namibie, et Pretoria exerce toujours des « pressions » sur le Mozambique. « En Afrique du Sud même, le régime d'apartheid se perpétue, a également souligné le responsable de l'ANC, affirmant qu'il ne pouvait y avoir de détente sans lutte armée. Leur but, ajoute-t-il, est de jeter l'ANC hors de la région et de la détruire (...). Ils font pression sur les pays voisins pour qu'ils mettent notre mouvement à la porte, mais je ne pense pas que les Etats de la région s'inclinent devant cette pression ».

La principale tâche de l'ANC est d'intensifier sa lutte armée en Afrique du Sud, a-t-il ajouté. M. Mbeki a par ailleurs tenu à affirmer que l'ANC évitait d'impliquer les gouvernements de la région dans sa lutte contre Pretoria. « Il est important que ces pays, pour leur propre sécurité, tiennent bon face aux pressions sud-africaines », a-t-il déclaré. « L'apartheid ne disparaîtra pas parce qu'il est condamné, et l'Afrique du Sud demande aux pays de la ligne de front de se débarrasser de nous parce qu'elle n'a pas réussi à le faire chez elle ».

M. Mbeki a cependant admis que les pays de la région aient de nombreux problèmes, concernant la sécurité et l'économie. « Nous ne croyons pas que le régime sud-africain sera convaincu par des paroles de changer sa politique d'agression », a-t-il conclu.

## ZIMBABWE

## LE MATABELELAND A NOUVEAU SOUS LE COUVRE-FEU

Le gouvernement du Zimbabwe a annoncé vendredi soir l'imposition d'un couvre-feu, du crépuscule à l'aube, dans le sud du Matabeleland, afin d'accroître, comme le réclame la presse, la répression armée contre les rebelles, notamment ceux qui aident l'Afrique du sud. L'annonce a été faite par le ministre de l'Intérieur, M. Simbi Mubako, quelques heures après que le Premier ministre Robert Mugabe eût accusé l'Afrique du Sud de provoquer « une véritable situation de conflit ».

Lors d'une revue militaire, M. Mugabe a notamment reproché à la minorité blanche gouvernant le puissant voisin sud-africain d'alimenter la guérilla au Matabeleland, en poussant les rebelles à tuer des paysans noirs et de fermiers blancs.

Les horaires du couvre-feu, qui exclura les agglomérations, seront précisés au jour le jour par la police à Bulawayo, a indiqué M. Mubako.

Ces jours derniers, après la publication de bilans officiels dénonçant les méfaits, meurtres et mutilations de rebelles, la presse semi-officielle a recommandé le retour

de la cinquième brigade pour une pacification « plus importante que quelques accrocs à l'image du Zimbabwe ».

La cinquième brigade avait repris la rébellion dans la région dans les premiers mois de 1983, faisant, selon des organisations humanitaires et les évêques zimbabwéens, de plusieurs centaines à plusieurs milliers de morts.

Un couvre-feu fut déjà imposé, de façon intermittente, entre juillet 1982 et avril 1983, dans le nord de la province. Il permit notamment à la «cinquième brigade» de l'armée de déclencher début 1983, une campagne contre les dissidents et leurs partisans, qui causa aussi la mort de plusieurs centaines de civils.

De leur côté, les autorités ont annoncé ces jours derniers que les rebelles avaient tué l'an dernier plus de 120 civils, notamment des fonctionnaires et des membres de la ZANU, le parti de M. Mugabe. Elles jugent cependant que la situation s'est améliorée depuis un an, surtout dans le nord de la province.

Les groupes de rebelles, aux motivations variables — politiques

ou non —, se livrent à des actes de banditisme depuis le limogeage du gouvernement de M. Joshua Nkomo, sous l'accusation de complot en février 1982. Certains membres de la «super-Zapu», sont désormais appuyés par Pretoria, selon le gouvernement.

COOPERATION  
DU BOTSWANA

En annonçant le couvre-feu, lors d'une conférence de presse, le ministre de l'Intérieur, M. Mubako, a souligné que la mesure était requise pour permettre d'appréhender les dissidents de la super-Zapu, s'infiltrant en nombre croissant au Zimbabwe, après avoir reçu un entraînement et des armes en Afrique du Sud.

M. Mubako a déclaré ne pas être au courant d'un nouvel incident de frontière entre le Zimbabwe et le Botswana, dénoncé vendredi par un général botswanais à Gaborone. Selon le général Ian Khama, des hommes revêtus de l'uniforme zimbabwéen ont violé la frontière jeudi.

Interrogé dans la soirée sur l'imposition du nouveau couvre-feu, M. Nkomo a déclaré à l'AFP : « tel a

été notre loi dans ces secteurs depuis trois-quatre ans. Pourquoi faut-il que nous soyons soumis à ce genre de traitement ? Nous n'en savons rien », M. Nkomo a indiqué qu'une réunion du comité central de la ZAPU se tiendrait ce week-end à Harare. Selon des sources membres de ce parti, le comité central pourrait décider de la date d'un prochain congrès.

Au parlement, vendredi, M. Nkomo a essuyé une rebuffade de gouvernement qui a refusé de nommer une commission d'enquête parlementaire sur les brutalités des forces de sécurité contre les civils au Matabeleland. En revanche une commission nommée par le gouvernement enquête déjà sur les accusations d'afrociels par la cinquième brigade.

Vendredi, notent les observateurs, M. Mubako a pris soin de souligner que le couvre-feu visait à protéger les populations civiles, lesquelles pourraient dans la journée vaquer à leurs occupations normales. M. Mubako s'est au contraire félicité de l'attitude coopérative des botswanais qui rend « les choses plus difficiles aux dissidents ».

CAMEROON  
TRIBUNEService des abonnements  
B.P. 1218 YaoundéCompte BICIC Yaoundé  
n° 6860 / 70 380/35TARIF DES ABONNEMENTS  
POUR UN ANCAMEROON (pays en développement)  
17 500

ETRANGER

(tarif exclusif de port)

Afrique centrale 25 500

Afrique occidentale 37 500

France et

Afrique du Nord 45 000

Autres pays en développement

N.B. Les abonnements peuvent  
également être souscrits pour 3,  
6 ou 9 mois. Mise en route des  
regroupements